



HAL
open science

Le déclin urbain comme question sociale

Élie Guéraud, Virginie Piguet

► **To cite this version:**

Élie Guéraud, Virginie Piguet. Le déclin urbain comme question sociale: Une analyse des dynamiques contrastées des villes moyennes. *Espaces et sociétés* (Paris, France), À paraître. hal-04028630

HAL Id: hal-04028630

<https://hal.science/hal-04028630>

Submitted on 14 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Le déclin urbain comme question sociale. Une analyse des dynamiques contrastées des villes moyennes

Elie Guérait, Université Clermont Auvergne, Lescors, MCF, U.F.R. Lettres, Cultures et Sciences Humaines, 29 Bd Gergovia, 63000 Clermont-Ferrand, elie.gueraut@uca.fr

Virginie Piguet, UMR 1041 Cesaer, INRAE, Institut Agro, Université Bourgogne Franche-Comté, IR, 26 Bd Docteur Petitjean, BP 87999, 21079, Dijon, virginie.piguet@inrae.fr

Résumé :

Cet article analyse les transformations sociodémographiques des villes moyennes depuis 1968 et s'intéresse plus particulièrement au phénomène de déclin urbain qui concerne une partie d'entre elles. A partir des données des recensements de la population de 2007 et 2017, une classification des villes moyennes met en évidence les dynamiques contrastées qu'elles connaissent depuis les années 2000. La typologie ainsi obtenue est ensuite analysée au prisme des transformations sociodémographiques de 1968 à 2017 des différentes classes qui la composent. Nous montrons que le déclin urbain concerne prioritairement les villes moyennes situées dans le Centre et le Nord-Est de la France, caractérisées par une spécialisation ancienne dans la production industrielle. Nous analysons, ensuite, certaines conséquences de ces dynamiques contrastées. Si celles-ci procèdent initialement des différences de spécialisation productive, elles tendent de plus en plus à distinguer les villes selon le degré auquel leurs populations se paupérisent.

Mots clés :

Villes moyennes, déclin urbain, décroissance démographique, classes sociales, analyses en composantes principales, classification ascendante hiérarchique.

Le déclin urbain comme question sociale. Une analyse des dynamiques contrastées des villes moyennes¹

INTRODUCTION

En l'espace de quelques années, le « problème » des villes moyennes en déclin a trouvé une place centrale au sein des espaces médiatique et politique. En témoignent les nombreux articles de presse parus entre 2014 et 2018 faisant état d'une « condamnation » des villes moyennes², voire prophétisant leur « disparition »³, ainsi que le lancement en grande pompe du programme national Action Cœur de Ville en 2017. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, ce traitement médiatique s'est pourtant largement transformé. Les villes moyennes constitueraient un « nouvel eldorado »⁴ où les ménages de cadres parisiens s'installeraient massivement afin de profiter d'un foncier accessible et d'un cadre de vie ajusté à certaines aspirations sociales, qui ne sont pas sans rappeler celles des « aventuriers du quotidien » analysées 40 ans plus tôt par Catherine Bidou (1984) : proximité aux espaces naturels récréatifs, relocalisation des sociabilités au sein de « quartiers-villages », réinvestissement des loisirs, etc. Dès lors, les villes moyennes sont-elles « condamnées » ou tiennent-elles au contraire leur « revanche »⁵ ? Malgré leurs divergences évidentes, ces deux analyses des villes moyennes présentent un point commun, un traitement homogénéisant de ces territoires qui participe à une « spatialisation des problèmes sociaux » (Tissot et Poupeau 2006). Il en est, par exemple, ainsi de la notion de « France périphérique » de Christophe Guilluy, qui a connu un important succès dans le débat public, contribuant à imposer une représentation homogène des espaces en marge des grandes agglomérations (caractérisés par le caractère dit « périphérique ») et des populations qui y vivent (qui connaîtraient plus volontiers que d'autres diverses formes de vulnérabilités économiques et sociales). On pourrait en dire de même des analyses journalistiques contemporaines faisant état d'une hypothétique « revanche des villes moyennes », qui spatialisent, là encore, des questions sociologiques complexes telles que la cohabitation de groupes sociaux éloignés au sein de l'espace social (les « parisiens » contre les « locaux »), et plus généralement celle des circulations résidentielles et récréatives différenciées des classes sociales.

A rebours de ces représentations caricaturales (qu'elles soient positives ou négatives), les travaux académiques analysant les dynamiques des villes moyennes ont mis en évidence leur hétérogénéité (CGET 2018; Chouraqui 2021) : si certaines d'entre elles connaissent effectivement une importante croissance de leur population et une surreprésentation des cadres, et ceci bien avant la crise sanitaire initiée en 2020, d'autres sont sujettes à une importante décroissance et à une paupérisation des populations locales. En conséquence, les « villes moyennes » constituent-elles une catégorie pertinente pour la recherche urbaine ? La notion permet-elle de saisir certaines des recompositions socio-spatiales de nos sociétés et

¹ Les auteurs tiennent à remercier les relecteurs anonymes pour leurs retours critiques et leurs précieux conseils. Nos remerciements vont ensuite à Nicolas Cauchi-Duval et aux membres de l'unité LIST de l'Ined pour leurs relectures des versions précédentes de ce texte.

² « Les villes moyennes sont-elles condamnées ? », *Alternatives Economiques* n°376, 02/2018.

³ « Les villes moyennes, espaces en voie de disparition », *Libération*, 12 mars 2014.

⁴ « Les villes moyennes, nouvel eldorado en France », *Ouest France*, 6 mars 2021.

⁵ « Calme, coût de la vie, espace... Les villes moyennes tiennent leur revanche », *Le Monde*, 21 février 2021.

l'intensification des inégalités qui en procède, ou produit-elle au contraire ce que Pierre Bourdieu appelle un « effet d'écran » (Bourdieu 1993), c'est-à-dire un artefact qui occulte les faits sociaux qui se cachent derrière leurs cristallisations spatiales ?

Cet article se propose d'aborder ces questions en revenant d'abord sur les dynamiques socio-démographiques qu'ont connu les villes moyennes françaises ces cinquante dernières années (voir encadré méthodologique 1). Nous montrerons ainsi, dans une première partie, que cet ensemble de villes se caractérise globalement par un cumul de plusieurs fragilités – démographiques, économiques mais aussi sociales. Le recours aux données des recensements de population de 2007 et 2017 offrira, en outre, la possibilité de placer la focale sur les évolutions survenues au cours de la dernière décennie, et ainsi d'actualiser les connaissances sur la question en montrant une accentuation de certaines de ces fragilités depuis les années 2000. Si ce premier ensemble de résultats légitime les villes moyennes en tant qu'objet scientifique, mais aussi médiatique et politique, il convient de préciser que cette apparente singularité masque une très grande diversité de situations, dont nous rendrons compte dans la deuxième partie de cet article. Pour ce faire, nous mobiliserons une analyse en composantes principales (ACP), permettant de caractériser les villes moyennes à partir de plusieurs dimensions, et une classification ascendante hiérarchique (CAH), qui aboutit à une typologie des villes moyennes (voir encadré méthodologique 2). Nous concentrerons alors l'analyse sur la situation des *villes moyennes en déclin*, qui cumulent décroissance démographique, dégradation de la valeur de l'espace et paupérisation des populations résidentes. Si plusieurs travaux, majoritairement issus de la géographie, mobilisant les notions de *décroissance urbaine* ou de *rétraction*, inspirées de celle d'*urban shrinkage* utilisée dans le monde anglo-saxon (Fol et Cunningham-Sabot 2010), se sont attachés à rendre compte de l'intensification des phénomènes de déprise depuis les années 2000, il s'agit ici d'insister sur la dimension sociologique du phénomène. La notion de *déclin urbain* utilisée dans cet article vise ainsi à qualifier simultanément les différentes manifestations du phénomène, à savoir la transformation matérielle de l'espace, la diminution de sa valeur économique et symbolique, les phénomènes de décroissance démographique mais aussi les recompositions de la morphologie sociale de ces espaces, qui invitent à considérer la question sociale à l'œuvre derrière ce phénomène. Au final, en partant du cas particulier des villes moyennes, cet article ambitionne d'analyser le processus, plus général, de transformation des inégalités socio-spatiales dans la France contemporaine.

Encadré méthodologique 1. Sources de données et définition des villes moyennes

Les recensements de la population de l'Insee produits entre 1968 et 2017 constituent la principale source de données utilisée. Ceux-ci présentent plusieurs avantages : ils ont fait l'objet d'un travail d'harmonisation sur une période longue et offrent des informations détaillées sur les caractéristiques des populations à l'échelle fine communale.

La délimitation des villes moyennes varie fortement selon la définition et la nomenclature retenues, et ne fait ainsi l'objet d'aucun consensus, conduisant certains chercheurs à les désigner comme « objets réels non-identifiés » (Brunet 1997, p. 188). Les différentes manières d'appréhender cet ensemble à géométrie variable présentent toutes des avantages et des inconvénients et reflètent ainsi différents éléments du fait urbain. La nomenclature des aires d'attraction des villes est particulièrement adaptée à l'étude des

phénomènes de périurbanisation mais tend, du fait de cet objectif, à intégrer dans son périmètre des territoires éloignés (par des mobilités pendulaires), et notamment à assigner certaines villes moyennes dans les couronnes périurbaines des grandes agglomérations⁶. L'échelle de la commune-centre, sur laquelle s'appuie nombre d'analyses journalistiques⁷, conduit, quant à elle, à surestimer les phénomènes de décroissance démographique et de vacances commerciale et résidentielle, qui y sont surreprésentés. Nous avons fait le choix de travailler à l'échelle des unités urbaines définies par l'Insee en 2020. L'utilisation de cette nomenclature vise à appréhender l'agglomération de ces villes à une échelle intermédiaire, plus adéquate à rendre compte de la spécialisation économique des territoires et des transformations de composition sociale des populations qui lui sont liées (Guérois et Paulus 2002, p. 17). La première partie de cet article s'appuie sur une comparaison de trois strates d'unité urbaine (pour un total de 2 409 unités urbaines, représentant environ 51 millions d'habitants) : les « petites villes » (de 2 000 à 19 999 habitants, soit 2 153 unités urbaines), les « villes moyennes » (20 000 à 99 999 habitants⁸, soit 202 unités urbaines), les « grandes villes » (plus de 100 000 habitants, soit 54 unités urbaines). Précisons que ces regroupements ont été réalisés dans un souci de synthétiser et de rendre plus accessibles nos résultats, sur la base d'un travail exploratoire qui nous a conduit à regrouper des tranches d'unité urbaine afférentes au sein desquelles les dynamiques sociodémographiques observées apparaissaient relativement proches.

I. DECLIN OU « REVANCHE » DES VILLES MOYENNES ?

Une stagnation démographique qui s'observe dès 1975 et qui s'accroît à la fin des années 2000

En dépit d'une visibilité récente dans l'espace médiatique, la fragilisation des villes moyennes françaises n'est pas propre à la période contemporaine ni au contexte français (Wolff et Wiechmann 2018). En France, les premiers symptômes du déclin (hausse du chômage, paupérisation, mobilité résidentielle vers des territoires plus attractifs) apparaissent dès les années 1970, notamment sous l'effet de la crise économique qui frappe prioritairement le secteur industriel, fortement implanté dans nombre des villes moyennes (Wickham 1998). Le phénomène vient alors mettre un terme à une croissance économique et démographique ininterrompue dans les années 1940, 1950 et 1960, sous l'effet des migrations en provenance des espaces ruraux alentours et de l'implantation d'activités industrielles, ainsi que du « déploiement territorial de l'Etat » (Estèbe 2018, p. 31).

Dans les unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants, le taux annuel moyen d'évolution de la population décroît ainsi progressivement depuis 1975, jusqu'à atteindre +0,25 en 2007. Ce phénomène concerne plus fortement les centres⁹, où ce taux devient même négatif en 2007 (-0,04, figure 1), en raison du processus de périurbanisation qui porte une partie des ménages à gagner les banlieues et couronnes périurbaines (le bilan migratoire est ainsi négatif

⁶ Ainsi, en 2020, environ un quart des unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants sont rattachées aux couronnes des aires d'attraction des villes.

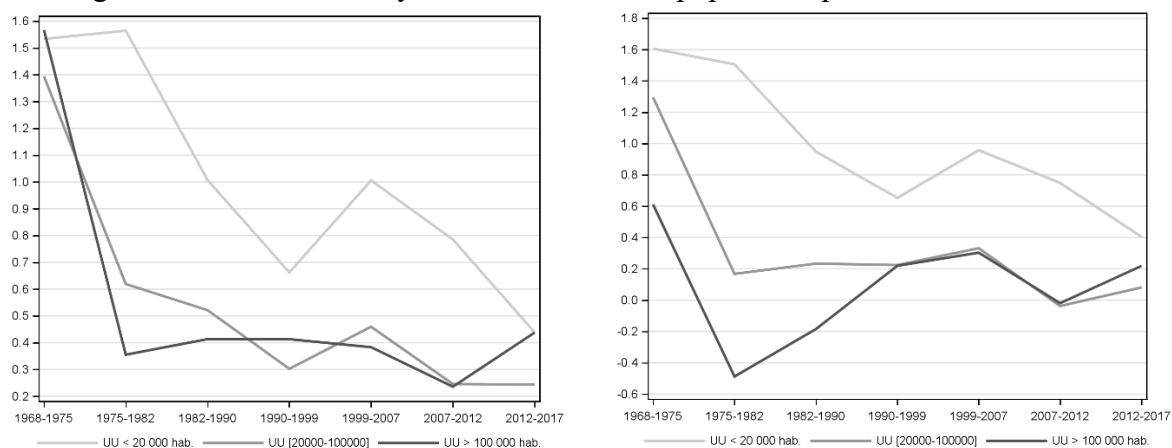
⁷ Voir notamment Razemon, Olivier. 2016. *Comment la France a tué ses villes*, Paris, Rue de l'échiquier.

⁸ Ainsi définies, les villes moyennes représentent un maillage de préfectures et de sous-préfectures concentrant des fonctions territoriales fortes, situé dans une position intermédiaire entre les grandes agglomérations et les espaces ruraux (Santamaria 2012).

⁹ Le centre correspond à la commune la plus peuplée de l'unité urbaine.

dans les centres sur presque l'ensemble des périodes depuis 1975, au contraire de ce qui s'observe dans l'ensemble de l'unité urbaine – figure B.2¹⁰). Si les unités urbaines de plus de 100 000 habitants sont sujettes à une tendance semblable (au contraire des petites unités urbaines, moins affectées), elles jouissent d'un bilan naturel plus favorable (figure B.1) et, les choses sont liées, connaissent un vieillissement moindre de leur population (figure B.3). Le rapport entre les 0-14 ans et les plus de 65 ans est le plus bas dans les villes moyennes à partir de 2007. Ce manque de dynamisme démographique a pour corollaire une augmentation importante de la vacance des logements, bien que le phénomène s'explique également par d'autres facteurs, notamment le désajustement entre une offre de logements vétustes et dégradés et une demande toujours plus exigeante quant au confort (taille et agencement, présence d'un jardin, isolation, etc.) (Arab et Miot 2020). Si le phénomène prend de l'importance dans les trois strates d'unités urbaines (figure B.4), il est maximal dans les villes moyennes, où le taux de vacance atteint 9,1 % en 2017 à l'échelle de l'unité urbaine et 10,2 % à celle du centre.

Figure 1. Taux annuel moyen d'évolution de la population par taille d'unité urbaine



Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite).

En France, les politiques publiques mises en place dans les années 1980 et au début des années 1990 ont permis de limiter la déprise démographique des villes moyennes, en assurant à ces espaces des fonctions territoriales fortes (acte I de la décentralisation, plan « université 2000 »¹¹, politiques culturelles Lang). Pourtant, depuis la fin des années 2000, on constate une accélération du phénomène (Berroir et al. 2019). Celui-ci s'explique toujours par les facteurs identifiés dans les années 1970, la désindustrialisation et l'étalement urbain, qui continuent dans les années 2000 de produire leurs effets. Pour autant, il est aussi le fait du mouvement de « retrait de l'Etat des territoires » (Artioli 2017), qui porte particulièrement préjudice à ces espaces où l'emploi public est surreprésenté (Chouraqui 2020).

Une transformation de la morphologie sociale des villes moyennes : croissance des classes populaires et paupérisation

¹⁰ Les figures B.x renvoient aux annexes disponibles en ligne via le DOI suivant : 10.15454/GEC9XX.

¹¹ Ainsi, sur les 202 villes moyennes, 24 % comprennent un Institut de Formation et de Recherche (UFR) et 43 % un institut universitaire (source : Insee, BPE 2017).

Au-delà des conséquences démographiques et urbaines du phénomène, la fragilisation des villes moyennes se caractérise également par une transformation de leur morphologie sociale. Si cet aspect a été largement documenté dans le cas des anciens grands bastions industriels nords-américains (Bradbury, Downs et Small 1982), où la *suburbanization* est analysée comme un processus d'agrégation des plus riches (et des Blancs) dans les banlieues et de ségrégation des plus pauvres (des Noirs et des Hispaniques) dans les quartiers centraux dégradés, cette question sociale (et raciale) est moins présente dans les travaux sur la « décroissance urbaine » en France, au sein desquels la sociologie est marginale.

Pourtant, dès les années 1970, le phénomène de chômage, qui prend de l'importance en France, frappe durement les villes moyennes. Dans les unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants, ce taux progresse fortement de 1968 à 1999, de 1,9 % à 14 %, avant de connaître une nouvelle augmentation de 2007 à 2017, de 12,4 % à 15,4 %, soit des proportions équivalentes à celles observées dans les grandes agglomérations mais largement supérieures à celles des petites villes (figure B.10). Cette croissance du phénomène de chômage s'accompagne dans les villes moyennes d'une diminution démographique des ouvriers moins rapide que ce qui s'observe dans les autres strates d'unité urbaine (figure B.8). Leur part dans la population active passe de 41,5 % en 1968 à 25,2 %, contre 40,4 % à 21,2 % dans les unités urbaines de plus de 100 000 habitants. Si les employés ont connu une progression numérique dans l'ensemble des strates urbaines représentées de 1968 à 1999 (figure B.7), le taux de cette catégorie de travailleurs dans les villes moyennes a fortement progressé sur la période (de 23,9 % à 31,6 %), et dépasse celui observé dans les autres strates d'unités urbaines à partir de 2007. L'examen du taux des professions intermédiaires (figure B.6) et des cadres et professions intellectuelles supérieures (figure B.5) dans la population active expose au constat inverse. Leurs parts respectives, déjà plus importantes dans les grandes villes en 1968, ont augmenté moins fortement dans les villes moyennes que dans les autres strates d'unité urbaine, creusant l'écart entre deux pôles, les villes petites (respectivement 24,4 % et 11,3 % en 2017) et moyennes (24,5 % et 12,2 %), et les grandes agglomérations (26,1 % et 17 %). La figure B.9, qui représente le rapport entre le nombre de cadres et de professions intermédiaires et le nombre d'employés et d'ouvriers, rend ainsi compte de ce décrochage progressif, de 1968 à 2017 : tandis que les villes petites et moyennes tendent de plus en plus à concentrer les classes populaires, les grandes agglomérations connaissent au contraire la plus forte progression des catégories intermédiaires et supérieures.

Ce processus présente la particularité de s'établir plus volontiers dans la commune-centre et en particulier son centre-ville, où les fractions culturelles des classes moyennes et supérieures, qui y sont historiquement établies, se trouvent désormais davantage contraintes de cohabiter avec les classes populaires (Guérait 2020). Si les données disponibles ne permettent pas d'appréhender de manière standardisée les quartiers de centre-ville, il apparaît que les centres des villes moyennes accueillent davantage de groupes sociaux précarisés, ou tout au moins vulnérables, engendrant de ce fait une inversion du « modèle de ségrégation centre-périphérie » (Cusin 2016). Ainsi, la diminution du taux d'ouvriers y est moindre (de 40,2 % en 1968 à 26 % en 2017, figure B.8) que dans l'ensemble de l'unité urbaine (de 41,5 % à 25,2 %). De même, le taux de chômage apparaît plus prononcé (17,6 % en 2017 contre 15,4 %, figure

B.10), phénomène qui, pour ce dernier indicateur, s’observe également dans le cas des grandes villes.

Ainsi, à l’examen transversal des dynamiques démographiques (évolution et vieillissement de la population), urbaines (vacance des logements) et sociologiques (recomposition de la morphologie sociale), les villes moyennes apparaissent (relativement aux autres strates d’unités urbaines) fragilisées sur l’ensemble de ces trois dimensions du déclin urbain. En outre, plusieurs des indicateurs mobilisés rendent compte d’une certaine accélération du phénomène dans les années 2000, ou tout du moins de son enracinement durable. Est-ce à dire que ces résultats intermédiaires valident, ou plutôt actualisent, la thèse du « décrochage » des villes moyennes ? Sans encore apporter une réponse définitive à cette question, précisons que ces tendances générales occultent en réalité une très grande variété de situations, dont il convient maintenant de rendre compte.

II. DES VILLES MOYENNES SUJETTES A DES DYNAMIQUES CONTRASTEES

Encadré méthodologique 2. Méthodes d’analyse et choix des variables

Le recours à l’analyse géométrique des données est motivé par des arguments à la fois théoriques et pragmatiques. Il s’agit d’abord d’inscrire l’analyse dans un mode de raisonnement structural qui « objective des structures de relations (...), [au contraire des] techniques importées des sciences expérimentales qui visent à mesurer des “effets propres” (ou “purs”) en neutralisant précisément les “effets de structure” » (Duval 2013, p. 111). Nous nous inscrivons dans la perspective de n’autonomiser aucune des formes sous lesquelles les villes moyennes se donnent à voir (les évolutions de la composition sociodémographique, les dynamiques migratoires, les caractéristiques et modes d’occupation des logements, etc.). Ensuite, cette méthode d’analyse, en raison du raisonnement structural qu’elle implique, engage une représentation relationnelle des phénomènes étudiés. Le déclin des villes moyennes est non seulement multidimensionnel, mais il s’oppose structurellement, comme on le verra bientôt, à d’autres dynamiques – celle d’*embourgeoisement* (Chenu et Tabard 1993) ou de *gentrification* et celle de *mise en tourisme* (Dumahel 2018) – saisies par les mêmes axes synthétiques.

Le choix des variables retenues dans nos analyses a été orienté par ce souci de rendre compte des différentes dimensions constitutives du phénomène de déclin urbain (tableau B.1). D’abord *les dynamiques démographiques*, en intégrant à l’analyse, pour la période 2007-2017¹², l’évolution de la population due au bilan naturel et l’évolution de la population due au bilan migratoire exprimées en pourcentage. Ensuite *les recompositions de la morphologie sociale*, en utilisant la part de chaque profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) dans la population active ainsi que le taux de chômage en 2017. De plus, les évolutions entre 2007 et 2017 de ces 7 variables ont également été introduites. Afin de saisir *les dynamiques urbaines* et les transformations matérielles de l’espace (rétraction immobilière et commerciale) et de sa valeur économique (évolution du prix de l’immobilier), nous avons utilisé la vacance immobilière. Si cet indicateur rend imparfaitement compte des dynamiques urbaines et ne

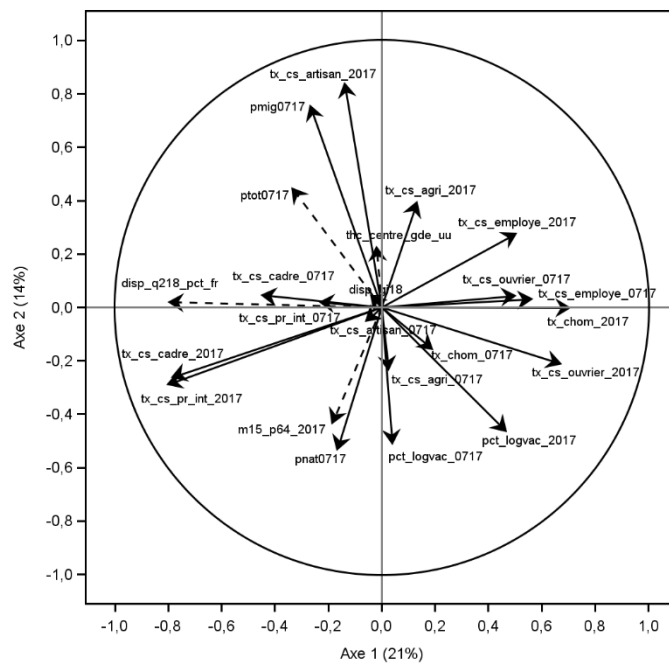
¹² Le phénomène de déclin des villes moyennes s’étant accentué dans les années 2000, il est apparu plus judicieux de privilégier dans l’analyse la période qui permet de mieux cerner ce phénomène avec les données disponibles, à savoir 2007-2017.

renseigne pas, par exemple, l'évolution de la valeur de l'espace, il permet néanmoins de comparer différents degrés de tension des marchés locaux du logement (Robert et Plateau 2006).

L'espace factoriel des villes moyennes : entre déclin urbain, embourgeoisement et attractivité touristique et résidentielle

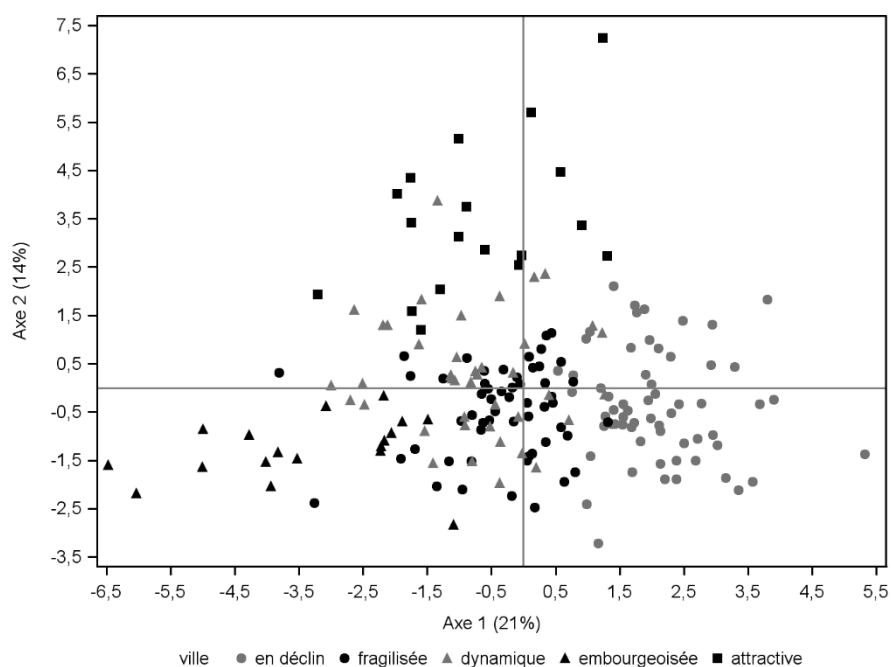
Afin de saisir la diversité de 194 villes moyennes (celles situées en dehors des agglomérations internationales), nous avons fait le choix d'employer des analyses factorielles (encadré méthodologique 2). L'ACP réalisée permet de construire un premier plan factoriel représentant les coefficients de corrélation des variables actives avec les deux axes synthétiques les plus contributifs (figure 2), et ainsi d'appréhender les principaux facteurs de structuration des villes moyennes françaises. L'axe 1 oppose ainsi les villes moyennes où s'observe une surreprésentation du taux d'ouvriers, d'employés, de chômage et de logements vacants à celles où l'on constate une surreprésentation des cadres et des professions intermédiaires. Ces différences, saisies à date fixe, s'articulent aux dynamiques de recompositions sociales entre 2007 et 2017 : les villes où les classes populaires (les employés et les ouvriers) et les chômeurs sont plus fréquents parmi les actifs sont celles où leurs parts respectives ont le plus augmenté (ou moins fortement diminué dans le cas des ouvriers) ; de même que les villes où les cadres sont surreprésentés connaissent une croissance de la part de ces catégories dans la population active. L'axe 1 rend ainsi compte de combien les villes moyennes se différencient d'abord en fonction de leur composition sociale, selon que celles-ci soient caractérisées par une importante présence des classes populaires ou par celle des classes moyennes et supérieures ; des plus embourgeoisées à l'ouest du plan factoriel aux plus fragilisées à l'est. L'axe 2 rend compte des différentes dynamiques démographiques que connaissent ces villes moyennes, mises en évidence dans d'autres travaux (Floch et Morel 2011, p. 10-14). Il distribue, de haut en bas, les villes qui observent les taux d'accroissement migratoire les plus importants entre 2007 et 2017 à celles qui se caractérisent par des bilans naturels élevés sur la même période. Cet axe renseigne ainsi l'attractivité (ou au contraire la répulsion) des villes moyennes. Les plus attractives, situées dans les régions supérieures du plan factoriel, sont caractérisées par une importante surreprésentation des agriculteurs, des commerçants et des artisans (qui tirent leurs activités de l'économie résidentielle et touristique), ainsi que des employés.

Figure 2. Espace factoriel des villes moyennes françaises (variables actives et illustratives)



Le croisement de ces deux axes synthétiques construit un plan factoriel au sein duquel les unités urbaines se distinguent à la fois selon leur composition socioprofessionnelle mais aussi selon les dynamiques démographiques auxquelles elles sont sujettes (figure 3). Un premier examen de ce plan donne à voir une division ternaire entre les espaces selon leur spécialisation productive – agricole et artisanale, industrielle et tertiaire – conformément aux résultats obtenus sur l’ensemble du territoire français à partir des recensements de la population de l’Insee de 1982 et 1990 (Chenu et Tabard 1993). Cependant, l’analyse des dynamiques démographiques et socioprofessionnelles montrent que ces espaces se distinguent aussi selon leur degré d’exposition au déclin urbain. La réalisation d’une CAH, qui distingue les unités urbaines en cinq classes, permet d’étayer ce résultat (tableaux 1 et B.2).

Figure 3. Espace factoriel des villes moyennes françaises (observations actives et typologie)

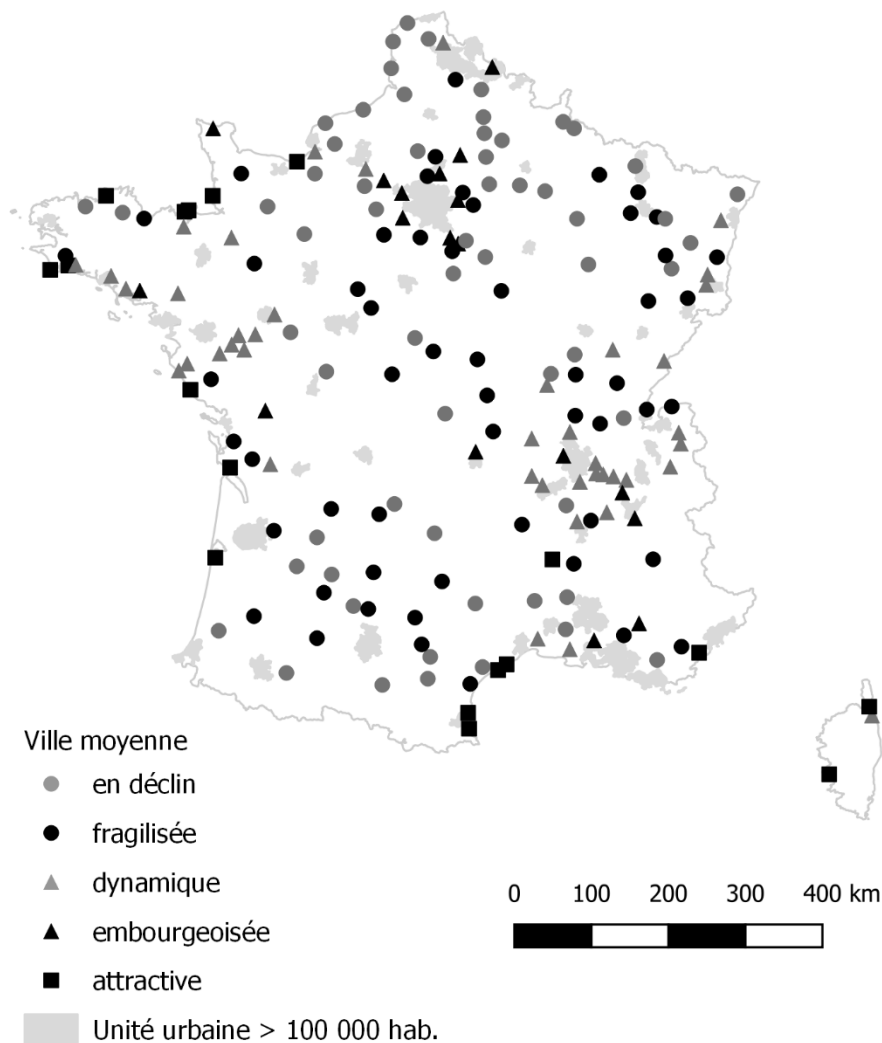


La classe 1 des *villes en déclin* réunit le plus grand nombre d'unités urbaines (61). Lisieux, Saint-Quentin et Charleville-Mézières en constituent les cas les plus emblématiques, c'est-à-dire les plus proches du centre de la classe. Il s'agit de la seule classe de la typologie sujette à une décroissance démographique sur la période 2007-2017 (-1,4 % contre +2,8 % dans l'ensemble des villes moyennes). Ce phénomène est d'abord le fait d'un solde migratoire négatif, très largement en deçà de celui observé dans l'ensemble des villes moyennes (-2,6 % contre +1,1 %). En termes de composition sociale, les villes de cette classe se caractérisent, en 2017, par une forte surreprésentation des ouvriers et des chômeurs dans la population active (respectivement 28,7 % et 18,6 % contre 25 % et 15,4 % dans l'ensemble des villes moyennes), tandis que les professions intermédiaires et les cadres sont sous-représentés (respectivement 22,4 % et 9,8 % contre 24,6 % et 12,3 %). À examiner les dynamiques de recomposition sociale par le biais de l'évolution en pourcentage de la part des PCS entre 2007 et 2017, on observe une forte progression des employés, alors que cette catégorie diminue dans toutes les autres classes (+2 % contre -0,8 % dans l'ensemble des villes moyennes), et des chômeurs (27,8 % contre 25,4 %). Par ailleurs, si la part des professions intermédiaires et des cadres progresse sur la même période, ce phénomène est en moyenne moins fort que dans l'ensemble des villes moyennes (respectivement 3,1 % contre 5,9 % et 7,5 % contre 12 %). Enfin, la part des logements vacants y est plus élevée que dans l'ensemble des villes moyennes (10,8 % contre 9,1 %). Dans leur majorité, ces villes sont concentrées dans le Nord-Est de la France (figure 4), au sein des espaces façonnés par un passé industriel florissant.

La classe 2 des *villes fragilisées* comprend 55 unités urbaines, dont Agen, Chalon-sur-Saône et Saint-Brieuc qui en constituent trois parangons. Ces villes se distinguent peu des autres au regard de leurs caractéristiques démographiques : elles comprennent en moyenne un taux d'évolution de la population (à la fois dû au bilan migratoire et naturel) proche de celui de

l'ensemble des villes moyennes, légèrement positif dans les deux cas (2,9 % et 2,8 %). La structure socioprofessionnelle de cette classe apparaît elle aussi relativement proche de celle de l'ensemble de notre échantillon, malgré une légère surreprésentation des professions intermédiaires (26,1 % contre 24,6 %) et sous-représentation des ouvriers (22,9 % contre 25 %). En revanche, les dynamiques de recomposition de cette structure entre 2007 et 2017 font apparaître plusieurs particularités. L'évolution de la part des chômeurs est plus forte que dans l'ensemble des autres villes moyennes (29,3 % contre 25,4 %), de même que celle des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (15 % contre 9,8 %), tandis que celle des cadres est moindre (9,4 % contre 12 %). Enfin, la part des logements vacants dans cette classe est en moyenne légèrement plus élevée (9,7 % contre 9,1 %). Ces villes présentent une répartition géographique diffuse, du nord-est au sud-ouest de la France, mais sont rarement situées à proximité immédiate des littoraux et des grandes agglomérations.

Figure 4. Carte de la typologie des villes moyennes



La classe 3 des *villes dynamiques* comprend 42 unités urbaines, dont Dole, Tournon-sur-Rhône et Montbrison en sont les plus représentatives. Il s'agit de la classe ayant l'une des plus fortes évolutions de population entre 2007 et 2017, 6,5 % contre 2,8 % pour l'ensemble des villes moyennes. Cette croissance démographique est portée à la fois par des bilans naturel et migratoire positifs (3,1 % et 3,4 %). Le rapport entre les moins de 15 ans et les plus de 64 ans est particulièrement élevé et témoigne de ce dynamisme démographique (0,96 contre 0,82 pour l'ensemble des villes moyennes). Si, de même que pour les *villes fragilisées*, la morphologie sociale de ces espaces est proche de celle constatée en moyenne dans l'ensemble de notre échantillon (malgré une surreprésentation des ouvriers, 27,8 % contre 25 % dans l'ensemble des villes moyennes, et sous-représentation des chômeurs, 12,6 % contre 15,4 %), les dynamiques de recomposition sociale apparaissent singulières. Les parts des professions intermédiaires et des cadres y ont fortement augmenté entre 2007 et 2017 (respectivement 11,5 % et 17,9 % contre 5,9 % et 12 %), tandis que la part des ouvriers décroît plus rapidement (-12,3 % contre -9,7 %) et que celle des chômeurs y augmente moins (20,6 % contre 25,4 %). La part des logements vacants est, quant à elle, légèrement moindre que dans l'ensemble des villes moyennes (7,8 % contre 9,1 %). Ces villes sont presque toutes situées dans la vallée du Rhône, aux pieds du massif Alpin, ainsi que dans la vallée de la Loire.

La classe 4 des *villes embourgeoisées* ne compte que 18 unités urbaines. Voiron, Champagne-sur-Seine et Riom sont les cas les plus proches du centre de la classe. Celle-ci comprend, en moyenne, des villes avec un taux d'évolution de la population entre 2007 et 2017 légèrement positif (3,2 %), essentiellement porté par le bilan naturel (3,6 %). Cette classe est ensuite caractérisée par une forte surreprésentation des cadres (21,3 % contre 12,3 % dans l'ensemble des villes moyennes) et des professions intermédiaires (27,9 % contre 24,6 %). *A contrario*, les employés (27,5 % contre 31,1 % en moyenne), les chômeurs (11,9 % contre 15,4 %) et les ouvriers (17,4 % contre 25 %), sont sous-représentés. L'examen des dynamiques de recomposition de la structure socioprofessionnelle entre 2007 et 2017 fait apparaître une nette progression du taux de cadres dans la population active, la plus importante des cinq classes (20,1 %). La part des employés et des ouvriers baisse, quant à elle, plus fortement que dans les autres classes (les évolutions sont respectivement de -5,2 % et de -15,5 %, contre -0,8 % et -9,7 % dans l'ensemble des villes moyennes). Ces villes sont très souvent situées à proximité des grandes agglomérations sujettes aux dynamiques d'embourgeoisement (*Ibid.*, p. 1760), en particulier parisienne et lyonnaise (figure 4), mais aussi dans certaines régions touristiques et espaces frontaliers. Sans y correspondre tout à fait, ce type mis au jour par la CAH recoupe en partie celui des « aires moyennes à proximité des grandes aires » (Floch et Morel 2011, p. 19), caractérisées par un important dynamisme économique et démographique et par leur proximité aux métropoles.

La classe 5, celle des *villes attractives*, comprend, elle aussi, un petit nombre d'unités urbaines (18), dont Dinard, La Teste-de-Buch-Arcachon et Bastia qui en constituent les parangons. Cette classe se caractérise d'abord par une importante croissance démographique. L'évolution de la population entre 2007 et 2017 est ainsi la plus élevée des cinq classes (+7,2 %). Cette croissance est portée un solde migratoire largement excédentaire, le plus élevé des classes (+10,8 %), tandis que celui dû au bilan naturel est négatif (-3,6 %). Le rapport entre les moins de 15 ans et les plus de 64 ans y est le plus faible de toutes les classes, à 0,46,

témoignant d'un vieillissement important de la population. On observe dans cette classe une surreprésentation des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (10,3 % contre 6,3 % dans l'ensemble des villes moyennes) ainsi que des employés (33,2 % contre 31,1 %) dans la population active. Les ouvriers sont, eux, sous-représentés par rapport à l'ensemble des villes moyennes (19,7 % contre 25 %). Le taux de chômage est, quant à lui, très proche de celui de la moyenne des villes moyennes et a moins augmenté entre 2007 et 2017 (19 %). Enfin, la part des logements vacants est la plus faible des cinq classes (4,6 % contre 9,1 % dans l'ensemble des villes moyennes) et, au contraire de ce qu'on observe pour les autres classes, le phénomène n'a presque pas augmenté entre 2007 et 2017 (3,5 %). Ainsi, cette classe se distingue des autres d'abord en raison des dynamiques démographiques singulières qui y sont à l'œuvre. On y constate en effet une très forte attractivité résidentielle, qui n'est pas étrangère à l'arrivée massive de retraités. Majoritairement situées sur les littoraux méditerranéens et atlantiques, ces villes moyennes sont ainsi tournées vers une économie résidentielle et touristique.

Tableau 1. Caractéristiques moyennes des villes par classe de la typologie

Variable	En déclin	Fragilisées	Dynamiques	Embourgeoisées	Attractives	Total
Dynamiques démographiques						
population en 2017	40 449	51 612	35 647	44 561	48 735	43 724
Δ population 2007-2017	-1,4	2,9	6,5	3,2	7,2	2,8
due au bilan naturel	1,2	2,3	3,1	3,6	-3,6	1,7
due au solde migratoire	-2,6	0,6	3,4	-0,4	10,8	1,1
Structure sociale en 2017						
agriculteurs exploitants (%)	0,7	0,4	1,1	0,3	0,9	0,7
artisans, commerçants, chefs d'entreprise (%)	5,7	5,8	6,5	5,6	10,3	6,3
cadres et professions intellectuelles supérieures (%)	9,8	13,0	11,2	21,3	12,4	12,3
professions intermédiaires (%)	22,4	26,1	25,1	27,9	23,6	24,6
employés (%)	32,8	31,9	28,3	27,5	33,2	31,1
ouvriers (%)	28,7	22,9	27,8	17,4	19,7	25,0
taux de chômage	18,6	15,1	12,6	11,9	15,6	15,4
Δ structure sociale 2007-2017						
agriculteurs	-5,6	1,7	-18,7	-29,4	-24,5	-10,3
artisans	8,4	15,0	4,1	9,6	11,8	9,8
cadres	7,5	9,4	17,9	20,1	13,0	12,0
professions intermédiaires	3,1	6,2	11,5	3,8	3,6	5,9
employés	2,0	-2,2	-0,5	-5,2	-2,0	-0,8
ouvriers	-6,6	-9,3	-12,3	-15,5	-9,3	-9,7
taux de chômage	27,8	29,3	20,6	23,0	19,0	25,4

Dynamiques urbaines						
% logements vacants en 2017	10,8	9,7	7,8	8,5	4,6	9,1
Δ % logements vacants 2007-2017	34,9	28,8	31,5	44,9	3,5	30,4

Le déclin urbain comme question sociale

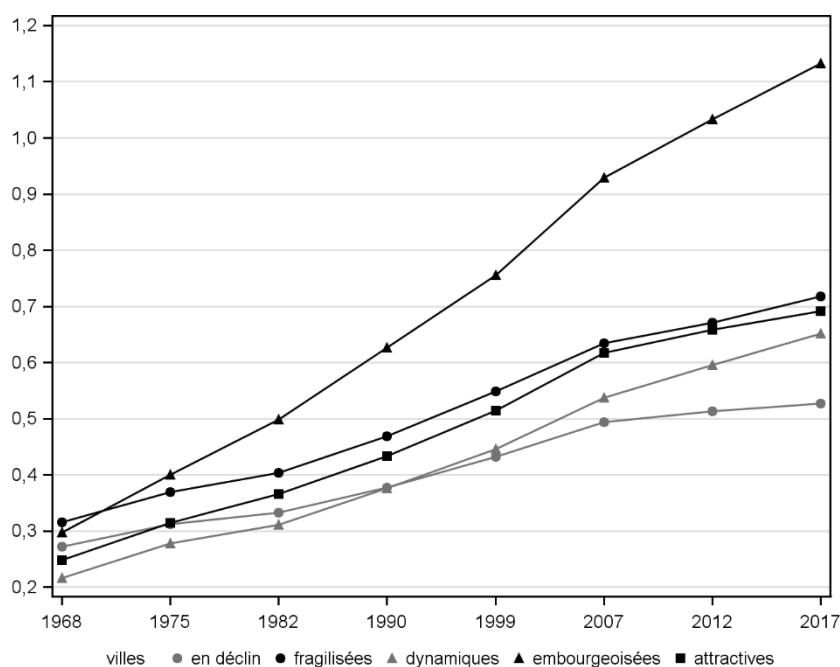
Comme on a pu l'esquisser en analysant la classification issue de la CAH, le déclin urbain touche davantage les villes moyennes les plus isolées des grandes agglomérations en marge des dynamiques de métropolisation et de tertiarisation, ainsi que celles qui concentrent, ou ont concentré, les activités industrielles (dans le quart nord-est de la France). En cela, le phénomène est indissociable du processus historique de réorganisation territoriale des activités productives qu'ont connu les pays d'Europe de l'Ouest depuis les années 1970 (Brenner 2004). Ainsi, les *villes moyennes en déclin* se caractérisent par une stagnation du nombre d'habitants initiée dès la période 1975-1982 (tandis que les autres classes connaissent en moyenne une croissance démographique), durant laquelle la crise du secteur industriel s'accélère fortement pour sortir des seuls bassins miniers jusqu'ici concernés. Le taux annuel d'accroissement de la population pour cette classe atteint +0,1 % entre 1975 et 1982, stagne autour de 0 % et devient négatif sur la période 2007-2012 (-0,2 %) et 2012-2017 (-0,1 %) (figure B.11). Cette stagnation, puis décroissance, est essentiellement portée par un bilan migratoire défavorable depuis 1975, date à partir de laquelle le taux d'accroissement de la population lié au solde migratoire devient négatif. Celui-ci descend à -0,5 % entre 1975 et 1982, et ne redevient positif pour aucune des périodes suivantes (figure B.13). Ajoutons que, dès 1982, le taux d'accroissement de la population lié au solde naturel diminue rapidement dans ce type de villes moyennes, jusqu'à tomber à 0 % entre 2012 et 2017 (figure B.12). Pour le dire autrement, si l'accroissement naturel a pu au cours des années 1970 à 1990 atténuer un bilan migratoire négatif, ce mécanisme de compensation s'est peu à peu affaibli jusqu'à quasiment disparaître dans la période contemporaine. Ce déficit d'attractivité s'apprécie également à l'examen de l'évolution de la part des logements vacants de 1968 à 2017 (figure B.14). Si, avant 1999, ce taux est stable et oscille entre 5 % et 7,5 % dans l'ensemble des classes, on observe une nette augmentation de celui-ci à partir de 2007 dans les *villes moyennes en déclin* et dans les *villes moyennes fragilisées*, traduisant une diminution plus prononcée de la valeur économique et symbolique de ces espaces.

Ces évolutions démographiques contrastées ont pour corolaire une recomposition de la structure socioprofessionnelle de ces espaces différentes selon le type de villes moyennes considéré. Dès 1968, les populations des cinq classes ont en moyenne des caractéristiques sociologiques distinctes, liées à la spécialisation productive et économique de ces espaces. Celle des *villes moyennes attractives* et *dynamiques*, alors marquées par les activités touristiques et de production agricole, se distinguent ainsi nettement des trois autres par la présence plus marquée des agriculteurs (respectivement 11,2 % et 11,6 % de la population active contre 6,3 % dans l'ensemble des villes moyennes, figure B.16) et des commerçants, des artisans et des chefs d'entreprise (15,5 % et 11,3 % de la population active contre 11 %, figure B.17). Les *villes moyennes dynamiques*, situées à proximité des grandes agglomérations, se distinguent toutefois des *attractives* par une présence importante d'ouvriers (46,3 % contre 37 %, figure B.21),

témoignant de l'implantation d'activités industrielles. Les villes moyennes *fragilisées* et *embourgeoisées* présentent, quant à elles, plusieurs caractéristiques semblables. On y observe, en 1968, une surreprésentation des professions intermédiaires (respectivement 14,9 % et 13,8 % contre 13 % dans l'ensemble des villes moyennes, figure B.19) et des cadres (5,6 % et 5,7 % contre 4,7 %, figure B.18) et, dans le cas des *villes moyennes fragilisées*, d'une surreprésentation des employés (29 % contre 23,9 %, figure B.20), reflétant l'importance précoce du secteur tertiaire dans ces villes, qui assurent déjà des fonctions territoriales fortes. Les villes *moyennes en déclin* se caractérisent, quant à elles, par une légère surreprésentation des ouvriers (42,9 % contre 41,1 % dans l'ensemble des villes moyennes), des employés (24,5 % contre 23,9 %) et des professions intermédiaires (13,5 % contre 13 %), due à l'implantation conjointe d'activités industrielles et tertiaires. Il est à noter que dans le cas des cinq classes de villes moyennes, les écarts entre les taux de chômage sont insignifiants (le phénomène est par ailleurs presque inexistant).

De 1968 à 2017, on observe une atténuation continue de ce principe de structuration lié aux différentes fonctions productives de ces espaces (qui demeure cependant perceptible à considérer la surreprésentation de la PCS des artisans, commerçants et chefs d'entreprise dans les *villes moyennes attractives* en 2017), à la faveur d'un second principe de structuration résumé dans l'axe 1 de l'espace factoriel, celui de la paupérisation (ou l'embourgeoisement) des populations. Ainsi, le phénomène de chômage ou la présence des cadres dans la population active s'imposent peu à peu comme des variables de première importance afin de rendre compte des différences entre les villes moyennes. L'écart initialement faible entre les taux de cadres dans la population active dans les cinq classes progresse linéairement jusqu'à opposer nettement les *villes moyennes embourgeoisées* (où ce taux atteint 21,3 % en 2017) aux *villes moyennes en déclin* (9,8 %). De même, le phénomène de chômage, qui jusqu'en 1975 concerne semblablement l'ensemble des villes moyennes, touche, à partir de 1982, plus fortement celles appartenant aux classes des *villes moyennes en déclin*, *attractives* et *fragilisées*. Les écarts entre les taux de chômage de ces différentes classes se creusent jusqu'à atteindre, en 2017, 12 % dans les *villes moyennes embourgeoisées*, 15,6 % dans les *villes moyennes attractives*, 15,1 % dans les *villes moyennes fragilisées* et 18,6 % dans les *villes moyennes en déclin* (figure B.22). Le rapport entre le nombre de cadres et de professions intermédiaires et le nombre d'employés et d'ouvriers (figure 5) permet de synthétiser ces évolutions. On observe ainsi une envolée de cet indicateur dès les années 1980 dans les *villes moyennes embourgeoisées*, où celui-ci atteint une valeur record en 2017 (1,1 contre 0,7 dans l'ensemble des villes moyennes), tandis que les villes moyennes *en déclin* décrochent à partir de 2007, date à partir de laquelle ce rapport stagne à 0,5.

Figure 5. Rapport entre le nombre de cadres et de professions intermédiaires et le nombre d'employés et d'ouvriers



Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

CONCLUSION

Partant du constat d'un traitement médiatique caricatural des villes moyennes, qu'il s'agisse de leur « condamnation » ou de leur hypothétique « revanche », cet article s'est d'abord donné pour objectif de saisir une éventuelle spécificité de cette strate intermédiaire de la hiérarchie urbaine en termes de dynamiques démographiques et de morphologie sociale. La première partie de ce travail actualise ainsi le résultat d'un manque de dynamisme démographique, d'une forte hausse de la vacance et d'une implantation importante, voire d'une croissance, des classes populaires. Dans la continuité des travaux les plus récents sur la question (Berroir et al. 2019; Chouraqui 2021), nous avons également pu rendre compte d'une certaine intensification du phénomène depuis les années 2000 et de sa plus forte implantation dans les communes-centres. Peut-on pour autant en conclure que les villes moyennes sont unilatéralement sujettes au déclin urbain, à rebours du traitement médiatique contemporain à l'épidémie de Covid-19 qui font de ces espaces un « nouvel eldorado » sur fond d'« exode urbain » des grandes villes¹³ ? S'il est nécessaire d'attendre les données des prochains recensements de l'Insee pour répondre avec certitude à cette question, nous avons pu montrer, dans une deuxième partie, que certaines villes moyennes n'avaient pas attendu la crise sanitaire pour être attractives, de même que plusieurs d'entre elles, à proximité des métropoles, sont investies de longue date par des ménages de cadres et de professions intermédiaires, quand

¹³ « Amorçage d'un exode urbain en 2020 : des métropoles moins attractives ? », *Le Figaro*, 15 juin 2021.

d'autres sont au contraire affectées par un phénomène aigu de déclin urbain depuis les années 1970.

Ces espaces connaissent ainsi, depuis près de cinquante ans, des dynamiques contrastées – embourgeoisement, déclin urbain et mise en tourisme (Dumahel 2018) – qui ne leur sont d'ailleurs pas propres puisqu'elles concernent aujourd'hui aussi bien les espaces ruraux que les grandes agglomérations. Le cas des villes moyennes, en raison de leur situation intermédiaire dans la hiérarchie des territoires, offre toutefois la possibilité de saisir finement certaines des recompositions socio-spatiales à l'œuvre sur le territoire français. Si la spécialisation économique des territoires, en lien avec les usages qu'en ont les différents groupes sociaux, demeure une variable de première importance pour comprendre la structuration des villes moyennes, il apparaît que ces espaces sont également sujets à une importante polarisation sociale. Les villes moyennes en marge des espaces récréatifs prisés par les populations urbaines favorisées et des dynamiques d'embourgeoisement des grandes agglomérations sont ainsi confrontées à une décroissance démographique importante mais aussi à une augmentation plus prononcée de la précarité des populations résidentes. Au total, l'analyse diachronique de la composition sociale des différentes classes de villes moyennes nous apprend que si ces espaces n'ont jamais été équivalents en termes de structure socioprofessionnelle, les principes d'opposition qui les différencient les uns des autres se sont transformés au cours des cinquante dernières années. Bien que la spécialisation économique des territoires (production agricole vs. production industrielle par exemple), qui caractérise le modèle ternaire proposé Alain Chenu et Nicole Tabard (1993), marque toujours les caractéristiques socioprofessionnelles des populations, il apparaît que ce principe d'opposition laisse peu à peu sa place à un second : le degré auquel celles-ci sont sujettes aux dynamiques de précarisation et de paupérisation.

BIBLIOGRAPHIE

ARAB Nadia et MIOT Yoann, 2020, *La ville inoccupée: Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Ponts et chaussées, 230 p.

ARTIOLI Francesca, 2017, « Les politiques du retrait territorial de l'État », *Gouvernement et action publique*, 20 mars 2017, N° 1, n° 1, p. 81-106.

BERROIR Sandrine, FOL Sylvie, QUEVA Christophe et SANTAMARIA Frédéric, 2019, « Villes moyennes et dévitalisation des centres : les politiques publiques face aux enjeux d'égalité territoriale », *Belgeo*, 10 juillet 2019, n° 3.

BIDOU Catherine, 1984, *Les aventuriers du quotidien: essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, France, PUF, 200 p.

BOURDIEU Pierre, 1993, « Effets de lieu » dans *La misère du monde*, Paris, Seuil, p. 159-167.

BRADBURY Katharine L., DOWNS Anthony et SMALL Kenneth A., 1982, « Urban decline and the future of American cities », 1982.

BRENNER Neil, 2004, « Urban governance and the production of new state spaces in western Europe, 1960–2000 », *Review of International Political Economy*, 2004, p. 447-488.

BRUNET Roger, 1997, « Villes moyennes: point de vue de géographe », *Villes Moyennes: Espaces, Société, Patrimoine*, 1997.

CGET, 2018, *Regards croisés sur les villes moyennes : Des trajectoires diversifiées au sein des systèmes territoriaux*, s.l., La Documentation Française, 80 p.

CHENU Alain et TABARD Nicole, 1993, « Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990 », *Population (French Edition)*, novembre 1993, vol. 48, n° 6, p. 1735.

CHOURAQUI Julie, 2021, « Medium-sized cities in decline in France: between urban shrinkage and city centre devitalisation », *Spatial Research and Planning*, 25 février 2021, vol. 79, n° 1, p. 3-20.

CHOURAQUI Julie, 2020, « Les réformes et l'État et la transformation des services publics : des tendances internationales au local, quels effets pour les territoires ? », *Annales de géographie*, 11 mai 2020, N° 732, n° 2, p. 5-30.

CUSIN François, 2016, « Y a-t-il un modèle de la ville française ? », *Revue française de sociologie*, 8 avril 2016, Vol. 57, n° 1, p. 97-129.

DUMAHEL Philippe, 2018, « La mise en tourisme des lieux et leur développement : logiques, typologie et dynamiques » dans *Géographie du tourisme et des loisirs*, Armand Colin., Paris, (coll. « U »), p. 171-209.

DUVAL Julien, 2013, « L'analyse des correspondances et la construction des champs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1 décembre 2013, vol. 200, n° 5, p. 110-123.

ESTEBE Philippe, 2018, « Petites villes et villes moyennes : une leçon de choses », *Tous urbains*, 21 février 2018, N° 21, n° 1, p. 30-35.

FLOCH Jean-Michel et MOREL Bernard, 2011, *Panorama des villes moyennes*, s.l., Direction de la Diffusion et de l'Action régionale.

FOL Sylvie et CUNNINGHAM-SABOT Emmanuèle C., 2010, « « Déclin urbain » et Shrinking Cities : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de géographie*, 28 octobre 2010, n° 674, p. 359-383.

GUERAUT Élie, 2020, « Le mépris comme réassurance sociale », *Sociétés contemporaines*, 2020, N° 119, n° 3, p. 33-60.

GUEROIS Marianne et PAULUS Fabien, 2002, « Commune centre, agglomération, aire urbaine: quelle pertinence pour l'étude des villes », *Cybergeo*, 2002, vol. 212, p. 15.

ROBERT Annelise et PLATEAU Claire, 2006, « Mesurer la vacance pour évaluer les tensions sur les marchés du logement », *Note de synthèse du SESP*, 2006, n° 162.

SANTAMARIA Frédéric, 2012, « Les villes moyennes françaises et leur rôle en matière d'aménagement du territoire : vers de nouvelles perspectives ? », *Norois*, 30 mars 2012, n° 223, p. 13-30.

TISSOT Sylvie et POUPEAU Franck, 2006, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1 décembre 2006, no 159, n° 4, p. 4-9.

WICKHAM Sylvain, 1998, « Déconcentration industrielle et compétitivités territoriales: Internationalisation des industries et globalisation financière », *Economies et sociétés*, 1998, vol. 32, n° 10, p. 223-237.

WOLFF Manuel et WIECHMANN Thorsten, 2018, « Urban growth and decline: Europe's shrinking cities in a comparative perspective 1990–2010 », *European Urban and Regional Studies*, 1 avril 2018, vol. 25, n° 2, p. 122-139.

Annexe en ligne de l'article

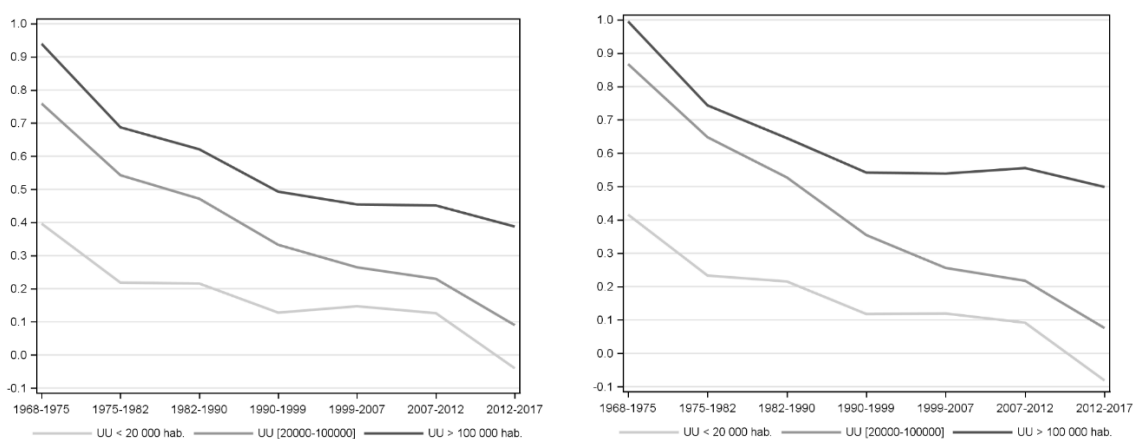
Le déclin urbain comme question sociale. Une analyse des dynamiques contrastées des villes moyennes

DOI : 10.15454/GEC9XX

Elie Guéraud, Université Clermont Auvergne, Lescores, U.F.R. Lettres, Cultures et Sciences Humaines, 29 Bd Gergovia, 63000 Clermont-Ferrand, elie.gueraut@uca.fr

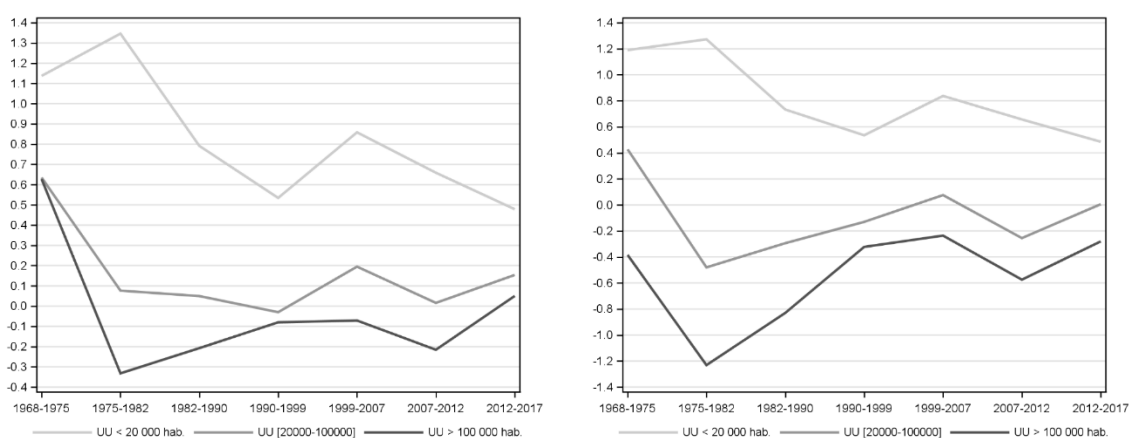
Virginie Piguet, UMR 1041 Cesaer, INRAE, Institut Agro Dijon, Université Bourgogne Franche-Comté, 26 Bd Docteur Petitjean, BP 87999, 21079, Dijon, virginie.piguet@inrae.fr

Figure B.1. Taux annuel moyen d'évolution de la population dû au bilan naturel



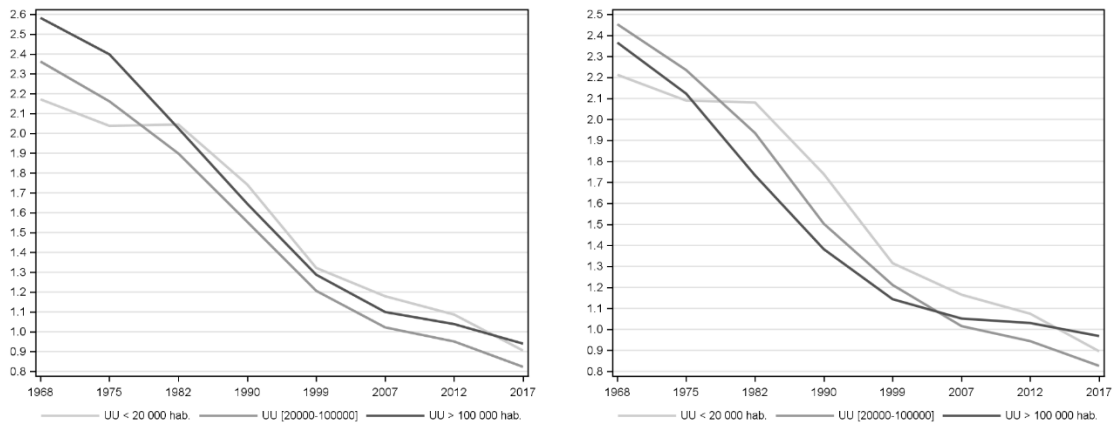
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : base_cc_serie_historique_2017 (données disponibles pour les années 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.2. Taux annuel moyen d'évolution de la population dû au bilan migratoire



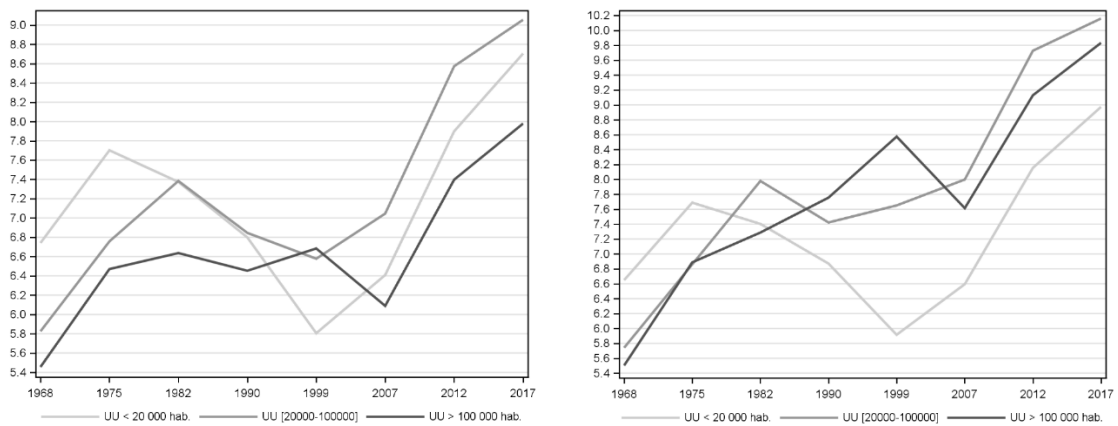
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : base_cc_serie_historique_2017 (données disponibles pour les années 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.3. Rapport entre les 0-14 ans et les 65 ans et plus



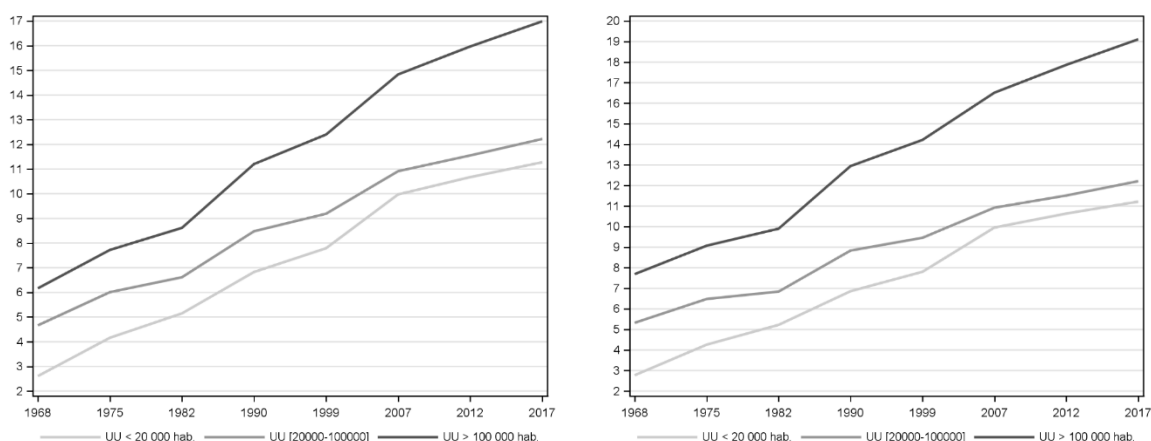
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : population par âge quinquennal et par sexe, données harmonisées 1968-2015, BTX_TD_POP1B_2007, BTX_TD_POP1B_2012 et BTX_TD_POP1B_2017, INSEE.

Figure B.4. Part des logements vacants



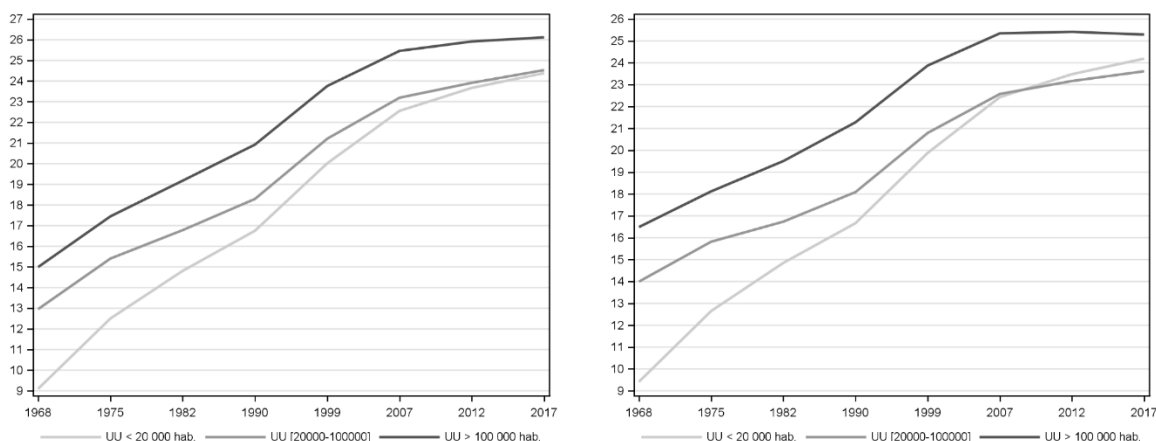
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : base_cc_serie_historique_2017 (variables disponibles pour 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.5. Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active



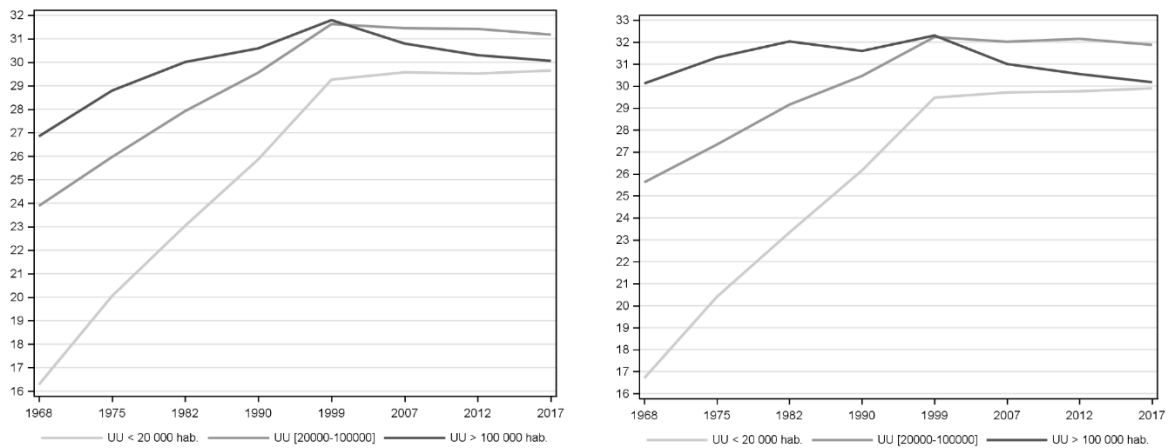
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.6. Part des professions intermédiaires dans la population active



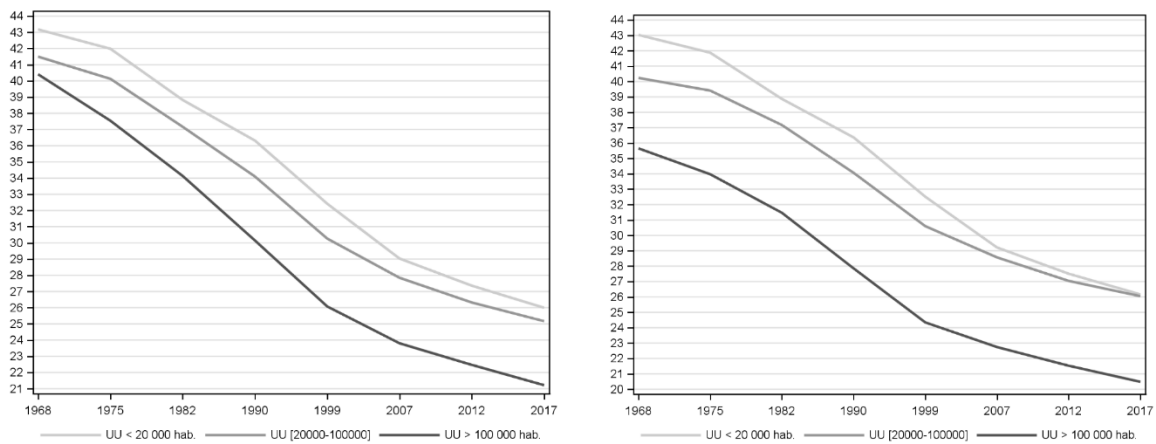
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.7. Part des employés dans la population active



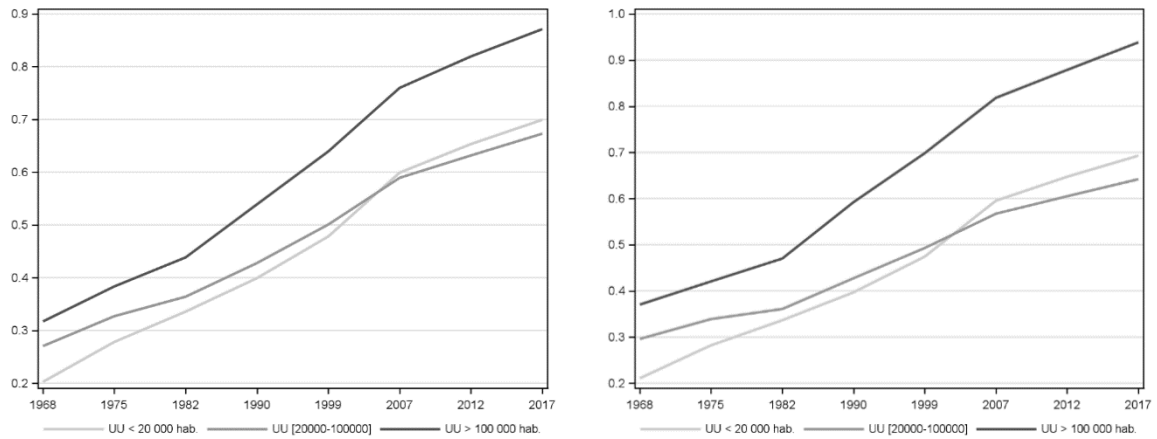
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.8. Part des ouvriers dans la population active



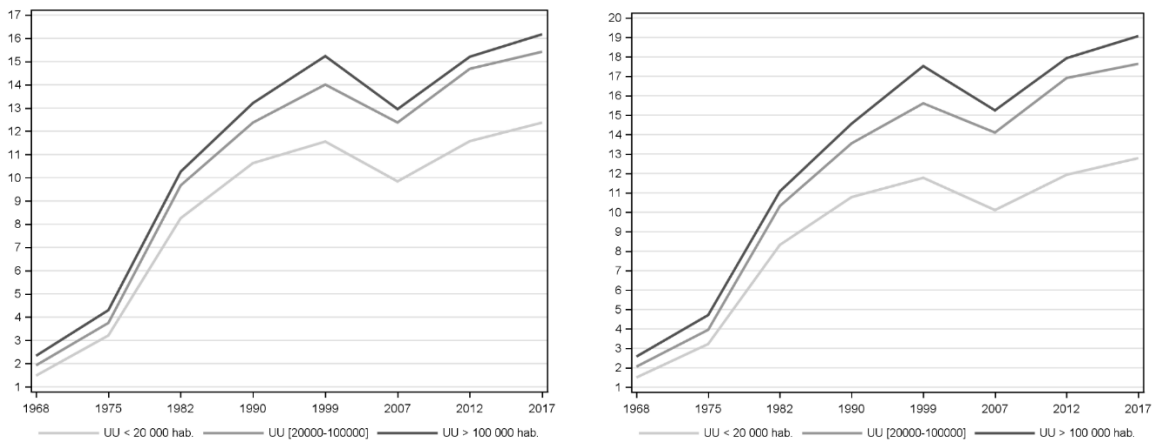
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.9. Rapport entre le nombre de cadres et de professions intermédiaires et le nombre d'employés et d'ouvriers



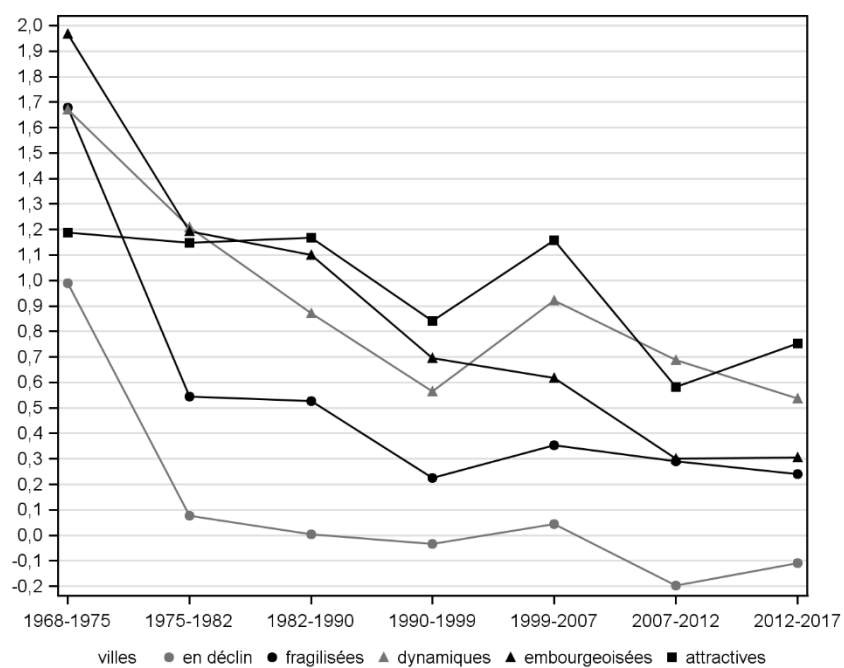
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.10. Taux de chômage



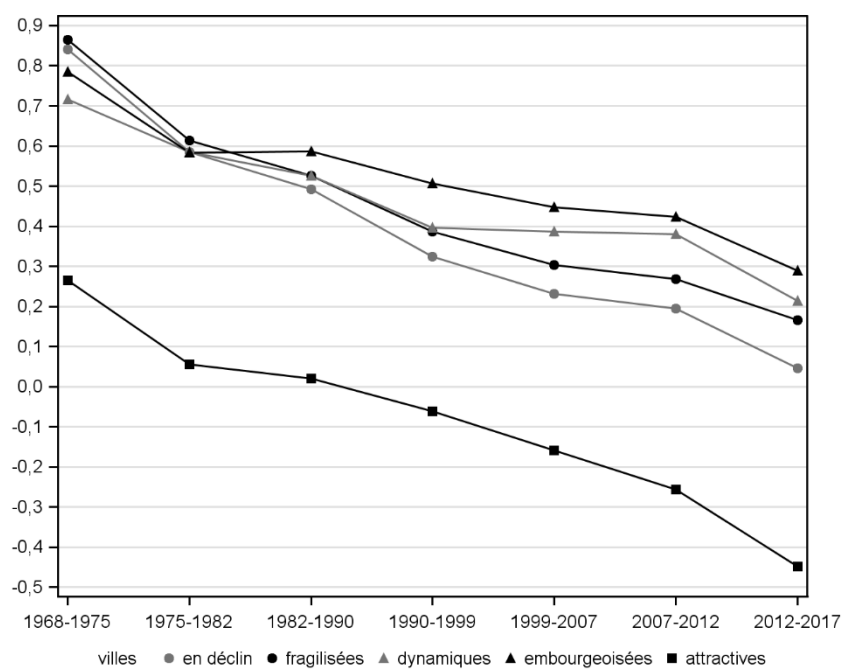
Chaque courbe représente la moyenne des unités urbaines de la strate (partie gauche) et de leurs centres (partie droite). Source : données harmonisées de position vis-à-vis de l'emploi des 15 ans ou plus en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_ACT1_2007, BTX_TD_ACT1_2012, BTX_TD_ACT1_2017, INSEE.

Figure B.11. Taux annuel moyen d'évolution de la population (typologie)



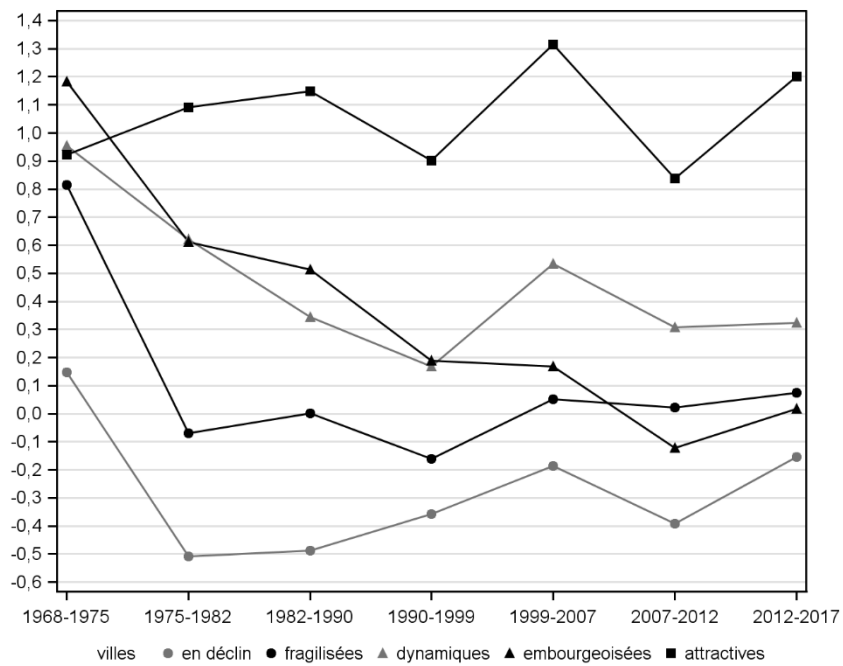
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : base_cc_serie_historique_2017 (données disponibles pour les années 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.12. Taux annuel moyen d'évolution de la population dû au bilan naturel (typologie)



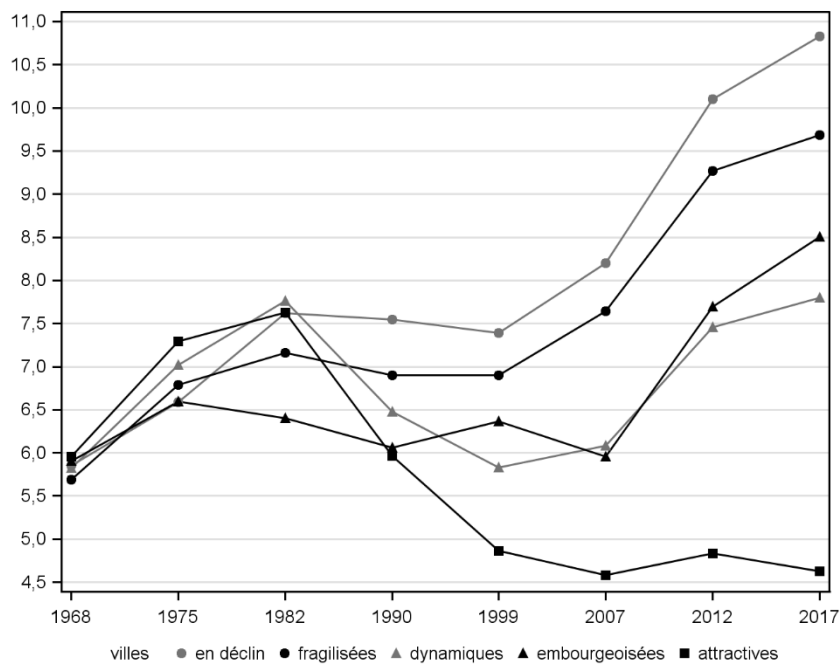
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : base_cc_serie_historique_2017 (données disponibles pour les années 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.13. Taux annuel moyen d'évolution de la population dû au bilan migratoire (typologie)



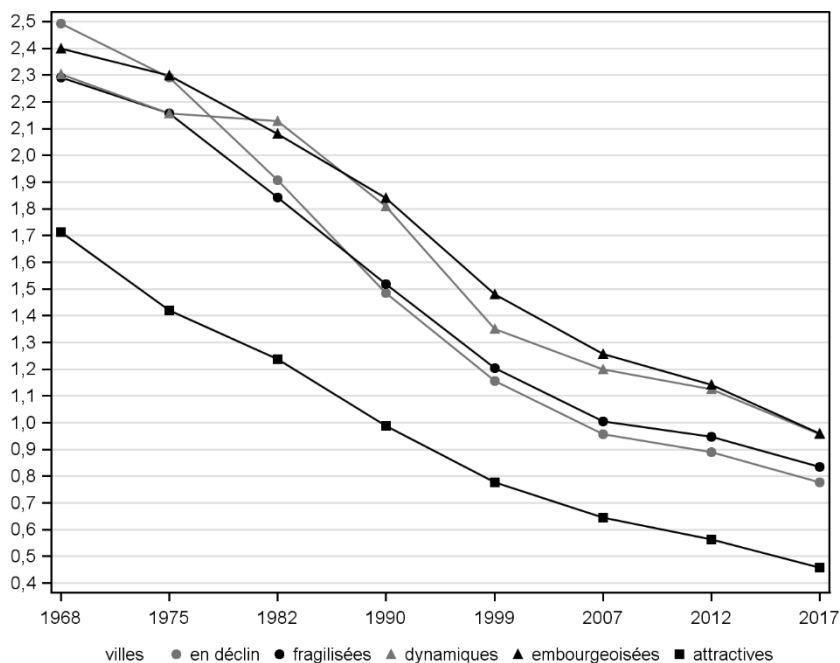
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : base_cc_serie_historique_2017 (données disponibles pour les années 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.14. Part des logements vacants (typologie)



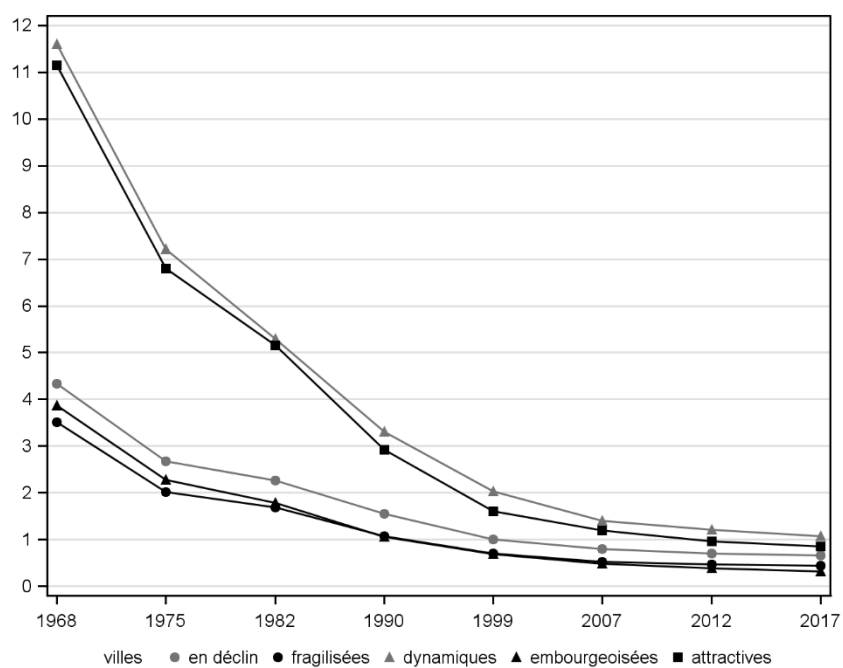
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : base_cc_serie_historique_2017 (variables disponibles pour 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007, 2012 et 2017), INSEE.

Figure B.15. Rapport entre les 0-14 ans et les 65 ans et plus (typologie)



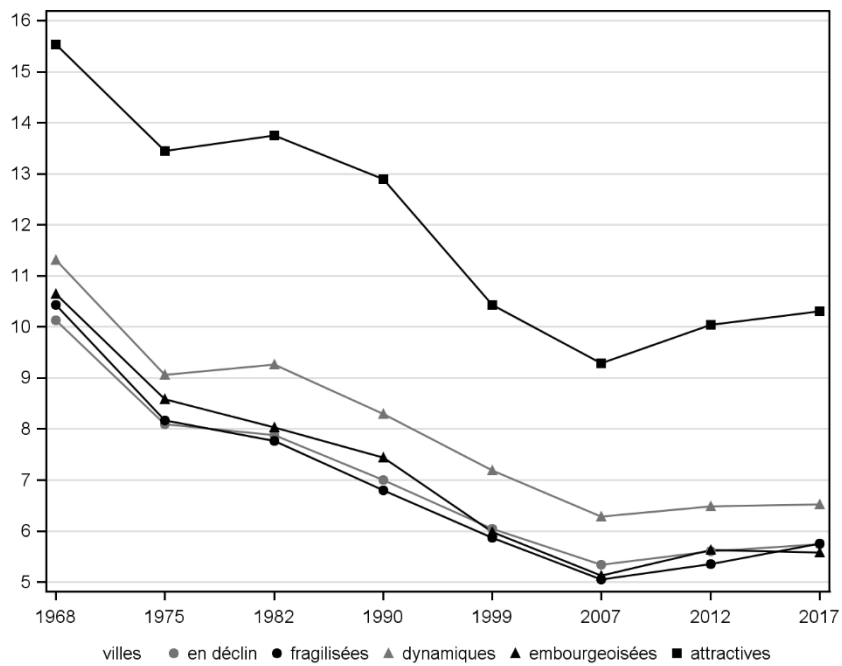
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : population par âge quinquennal et par sexe, données harmonisées 1968-2015, BTX_TD_POP1B_2007, BTX_TD_POP1B_2012 et BTX_TD_POP1B_2017, INSEE.

Figure B.16. Part des agriculteurs dans la population active (typologie)



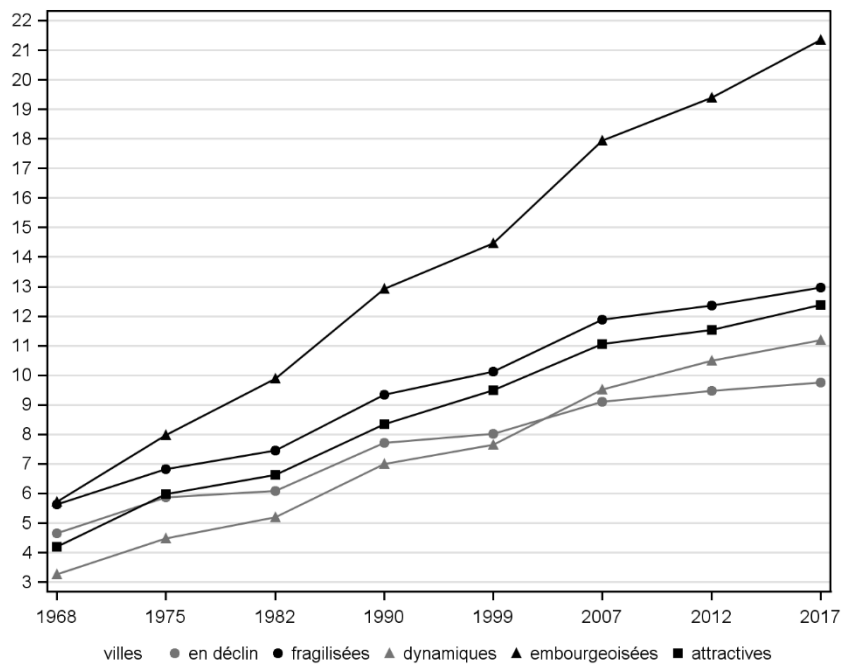
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.17. Part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise dans la population active (typologie)



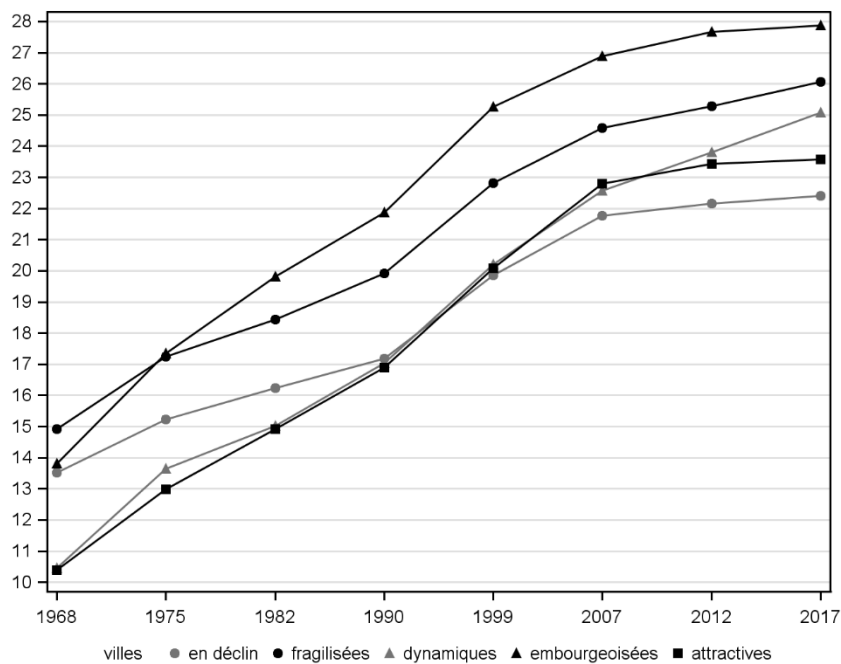
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.18. Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active (typologie)



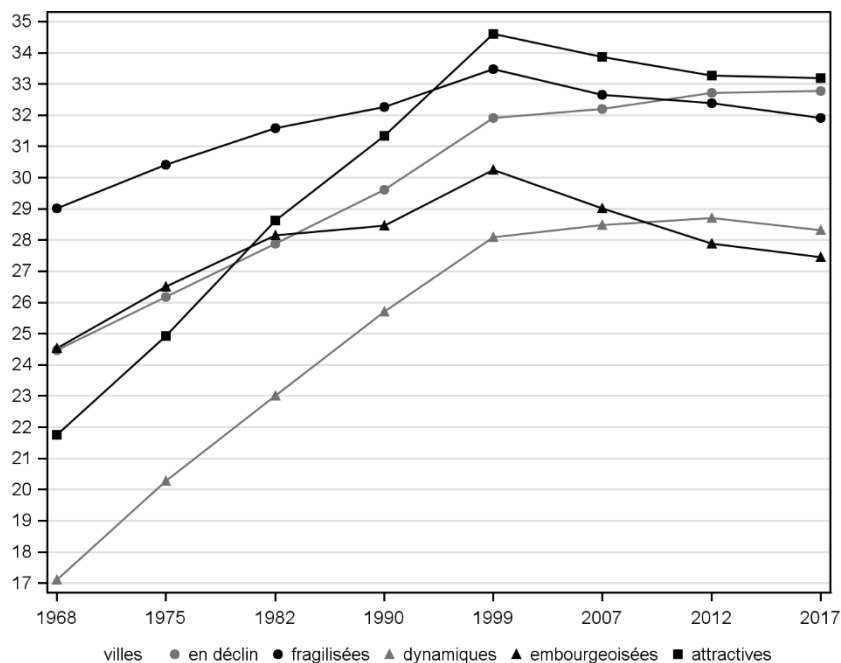
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.19. Part des professions intermédiaires dans la population active (typologie)



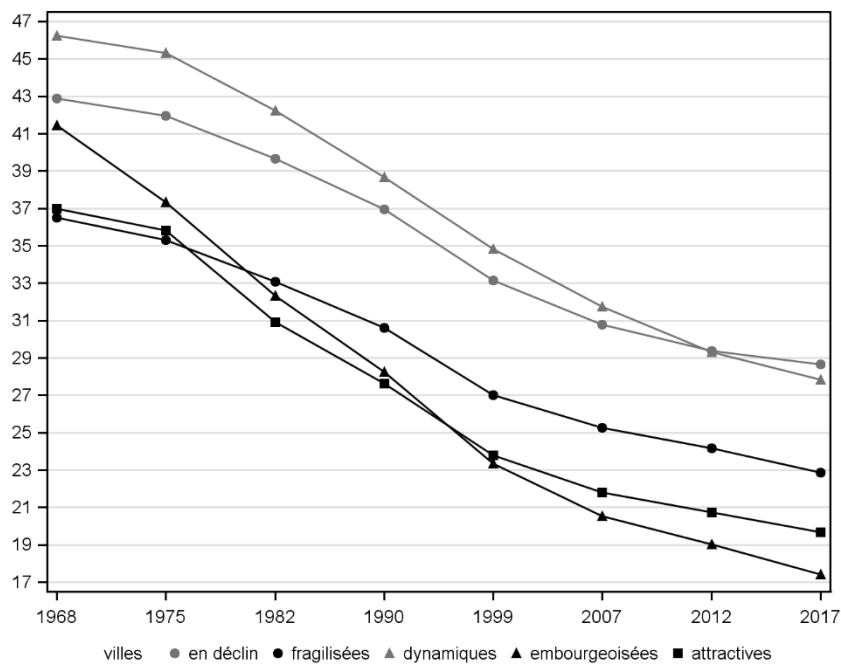
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.20. Part des employés dans la population active (typologie)



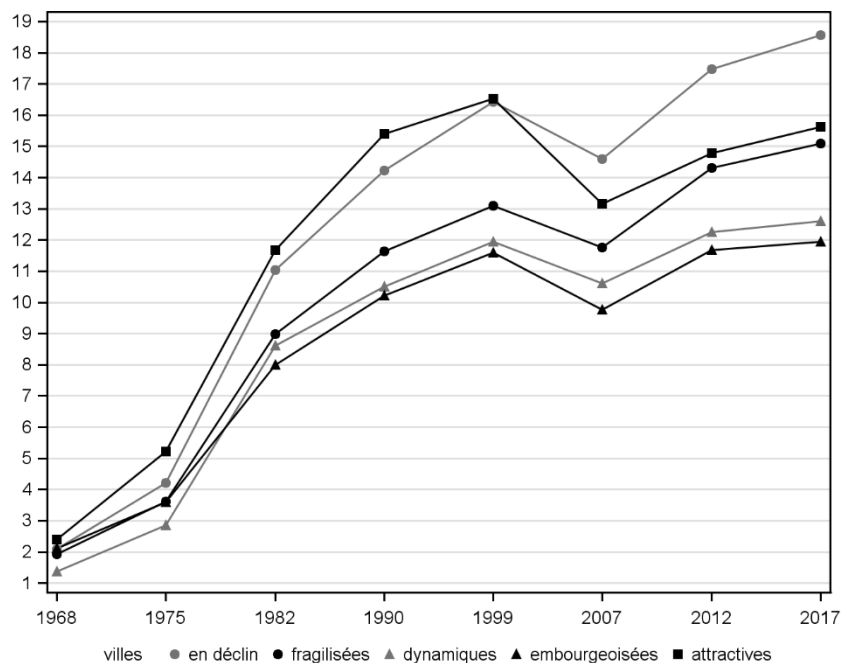
Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.21. Part des ouvriers dans la population active (typologie)



Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de catégorie socioprofessionnelle des personnes en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_NAT3A_2007, BTX_TD_NAT3A_2012, BTX_TD_NAT3A_2017, INSEE.

Figure B.22. Taux de chômage (typologie)



Les courbes représentent la moyenne des unités urbaines par classe de la typologie. Source : données harmonisées de position vis-à-vis de l'emploi des 15 ans ou plus en activité aux recensements de 1968 à 1999, BTX_TD_ACT1_2007, BTX_TD_ACT1_2012, BTX_TD_ACT1_2017, INSEE.

Tableau B.1. Variables de l'ACP

Variable	Définition	Source	Formule de calcul
Dynamiques démographiques			
pnat0717	évolution de la population entre 2007 et 2017 due au bilan naturel en pourcentage	(A)	$100 * (\text{naissances entre 2007 et 2017} - \text{décès entre 2007 et 2017}) / \text{population en 2007}$
pmig0717	évolution de la population entre 2007 et 2017 due au solde migratoire en pourcentage	(A)	$100 * (\text{population en 2017} - \text{population en 2007} - \text{naissances entre 2007 et 2017} + \text{décès entre 2007 et 2017}) / \text{population en 2007}$
Structure sociale en 2017			
tx_cs_agri_2017	part des agriculteurs dans la population active en 2017	(B)	$100 * \text{agriculteurs en 2017} / \text{population active en 2017}$
tx_cs_artisan_2017	part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise dans la population active en 2017	(B)	$100 * \text{artisans, commerçants et chefs d'entreprise en 2017} / \text{population active en 2017}$
tx_cs_cadre_2017	part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active en 2017	(B)	$100 * \text{cadres et professions intellectuelles supérieures en 2017} / \text{population active en 2017}$
tx_cs_pr_int_2017	part des professions intermédiaires dans la population active en 2017	(B)	$100 * \text{professions intermédiaires en 2017} / \text{population active en 2017}$
tx_cs_employe_2017	part des employés dans la population active en 2017	(B)	$100 * \text{employés en 2017} / \text{population active en 2017}$
tx_cs_ouvrier_2017	part des ouvriers dans la population active en 2017	(B)	$100 * \text{ouvriers en 2017} / \text{population active en 2017}$
tx_chom_2017	taux de chômage en 2017	(C)	$100 * \text{chômeurs en 2017} / \text{population active en 2017}$
Δ structure sociale 2007-2017			
tx_cs_agri_0717	évolution de la part des agriculteurs dans la population active entre 2007 et 2017	(B), (D)	$100 * [(\text{100} * \text{agriculteurs en 2017} / \text{population active en 2017}) - (\text{100} * \text{agriculteurs en 2007} / \text{population active en 2007})] / (\text{100} * \text{agriculteurs en 2007} / \text{population active en 2007})$
tx_cs_artisan_0717	évolution de la part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise dans la population active entre 2007 et 2017	(B), (D)	$100 * [(\text{100} * \text{artisans, commerçants et chefs d'entreprise en 2017} / \text{population active en 2017}) - (\text{100} * \text{artisans, commerçants et chefs d'entreprise en 2007} / \text{population active en 2007})] / (\text{100} * \text{artisans, commerçants et chefs d'entreprise en 2007} / \text{population active en 2007})$
tx_cs_cadre_0717	évolution de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active entre 2007 et 2017	(B), (D)	$100 * [(\text{100} * \text{cadres et professions intellectuelles supérieures en 2017} / \text{population active en 2017}) - (\text{100} * \text{cadres et professions intellectuelles supérieures en 2007} / \text{population active en 2007})] / (\text{100} * \text{cadres et professions intellectuelles supérieures en 2007} / \text{population active en 2007})$

Variable	Définition	Source	Formule de calcul
tx_cs_pr_int_0717	évolution de la part des professions intermédiaires dans la population active entre 2007 et 2017	(B), (D)	$100 * [(100 * \text{professions intermédiaires en 2017} / \text{population active en 2017}) - (100 * \text{professions intermédiaires en 2007} / \text{population active en 2007})] / (100 * \text{professions intermédiaires en 2007} / \text{population active en 2007})$
tx_cs_employe_0717	évolution de la part des employés dans la population active entre 2007 et 2017	(B), (D)	$100 * [(100 * \text{employés en 2017} / \text{population active en 2017}) - (100 * \text{employés en 2007} / \text{population active en 2007})] / (100 * \text{employés en 2007} / \text{population active en 2007})$
tx_cs_ouvrier_0717	évolution de la part des ouvriers dans la population active entre 2007 et 2017	(B), (D)	$100 * [(100 * \text{ouvriers en 2017} / \text{population active en 2017}) - (100 * \text{ouvriers en 2007} / \text{population active en 2007})] / (100 * \text{ouvriers en 2007} / \text{population active en 2007})$
tx_chom_0717	évolution du taux de chômage entre 2007 et 2017	(C), (E)	$100 * [(100 * \text{chômeurs en 2017} / \text{population active en 2017}) - (100 * \text{chômeurs en 2007} / \text{population active en 2007})] / (100 * \text{chômeurs en 2007} / \text{population active en 2007})$
Dynamiques urbaines			
pct_logvac_2017	part des logements vacants en 2017	(A)	$100 * \text{logements vacants en 2017} / \text{logements en 2017}$
pct_logvac_0717	évolution de la part des logements vacants entre 2007 et 2017	(A)	$100 * [(100 * \text{logements vacants en 2017} / \text{logements en 2017}) - (100 * \text{logements vacants en 2007} / \text{logements en 2007})] / (100 * \text{logements vacants en 2007} / \text{logements en 2007})$
Variables illustratives			
ptot0717	évolution de la population entre 2007 et 2017 en pourcentage	(A)	$100 * (\text{population en 2017} - \text{population en 2007}) / \text{population en 2007}$
m15_p64_2017	rapport entre les 0-14 ans et les 65 ans et plus en 2017	(F)	$\text{population de 0 à 14 ans en 2017} / \text{population de 65 ans et plus en 2017}$
thc_centre_gde_uu	temps de trajet en heure creuse en minutes pour se rendre au centre de l'unité urbaine de plus de 200 000 habitants la plus proche	(G)	calcul avec le logiciel Odomatrix
disp_q218_pct_fr	écart en pourcentage entre la médiane du revenu disponible de l'unité urbaine et la médiane du revenu disponible en France métropolitaine	(H)	$100 * (Q218_UU - Q218_FR) / Q218_FR$
disp_gi18	indice de Gini du revenu disponible dans l'unité urbaine en 2018	(H)	GI18

Sources :

(A) années 2007 et 2017 de base_cc_serie_historique_2017, INSEE ;

(B) BTX_TD_NAT3A_2017, tableaux détaillés de la population par sexe, catégorie socio-professionnelle et nationalité en 2017, INSEE ;

(C) BTX_TD_ACT1_2017, tableaux détaillés de la population active de 15 ans ou plus par sexe, âge et

type d'activité en 2017, INSEE ;
(D) BTX_TD_NAT3A_2007, tableaux détaillés de la population par sexe, catégorie socio-professionnelle et nationalité en 2007, INSEE ;
(E) BTX_TD_ACT1_2007, tableaux détaillés de la population active de 15 ans ou plus par sexe, âge et type d'activité en 2007, INSEE ;
(F) BTX_TD_POP1B_2017, tableaux détaillés de la population par sexe et âge en 2017, INSEE ;
(G) : Hilal, M. (2010). ODOMATRIX. Calcul de distances routières intercommunales. Cahier des Techniques de l'INRA, Numéro spécial : Méthodes et outils de traitement des données en sciences sociales. Retours d'expériences, 41-63 ;
(H) : Fichier Localisé Social et Fiscal (FiLoSoFi) en 2018 par unité urbaine (FILO2018_DISP_UU2020) et en France métropolitaine (FILO2018_DISP_METROPOLE), INSEE.

Tableau B.2. Composition des classes de la typologie

Villes moyennes en déclin (N = 61)

Abbeville (80)	Châtellerault (86)	Montereau-Fault-Yonne (77)
Alençon (61)	Chaumont (52)	Montluçon (03)
Alès (30)	Dax (40)	Morlaix (29)
Annonay (07)	Dieppe (76)	Oyonnax (01)
Aurillac (15)	Dreux (28)	Pamiers (09)
Bagnols-sur-Cèze (30)	Épernay (51)	Remiremont (88)
Beaucaire (30)	Évreux (27)	Saint-Dié-des-Vosges (88)
Beaune (21)	Fécamp (76)	Saint-Dizier (52)
Beauvais (60)	Flers (61)	Saint-Omer (62)
Berck (62)	Guingamp (22)	Saint-Quentin (02)
Bergerac (24)	Haguenau (67)	Saumur (49)
Béziers (34)	Joeuf (54)	Sedan (08)
Boulogne-sur-Mer (62)	Laon (02)	Sens (89)
Brignoles (83)	Le Creusot (71)	Soissons (02)
Calais (62)	Lillebonne (76)	Tarbes (65)
Cambrai (59)	Lisieux (14)	Tergnier (02)
Carcassonne (11)	Lunéville (54)	Tulle (19)
Castelsarrasin (82)	Marmande (47)	Vierzon (18)
Châlons-en-Champagne (51)	Mazamet (81)	Villeneuve-sur-Lot (47)
Charleville-Mézières (08)	Millau (12)	
Château-Thierry (02)	Montargis (45)	

Villes moyennes fragilisées (N=55)

Agen (47)	Draguignan (83)	Périgueux (24)
Albi (81)	Épinal (88)	Persan-Beaumont-sur-Oise (95)
Arras (62)	Étampes (91)	Pertuis (84)
Auch (32)	Gap (05)	Pont-à-Mousson (54)
Auxerre (89)	Gex (01)	Quimper (29)
Belfort (90)	La Roche-sur-Yon (85)	Rochefort (17)
Blois (41)	Laval (53)	Rodez (12)
Bourg-en-Bresse (01)	Le Puy-en-Velay (43)	Romans-sur-Isère (26)
Bourges (18)	Libourne (33)	Saint-Brieuc (22)
Brive-la-Gaillarde (19)	Lons-le-Saunier (39)	Saint-Lô (50)
Cahors (46)	Mâcon (71)	Saintes (17)
Castres (81)	Meaux (77)	Thonon-les-Bains (74)
Chalon-sur-Saône (71)	Mont-de-Marsan (40)	Toul (54)
Chartres (28)	Montauban (82)	Vendôme (41)
Châteauroux (36)	Montélimar (26)	Verdun (55)
Clermont (60)	Moulins (03)	Vesoul (70)
Colmar (68)	Narbonne (11)	Vichy (03)
Coulommiers (77)	Nemours (77)	
Dombasle-sur-Meurthe (54)	Nevers (58)	

Villes moyennes dynamiques (N=42)

Albertville (73)	Dinan (22)	Montbrison (42)
Arles (13)	Dole (39)	Montceau-les-Mines (71)
Auray (56)	Fougères (35)	Pontarlier (25)
Beaupréau-en-Mauges (49)	Guebwiller (68)	Redon (35)
Belleville-en-Beaujolais (69)	Hazebrouck (59)	Roanne (42)
Borgo (2B)	Hennebont (56)	Saint-Hilaire-de-Riez (85)
Bourgoin-Jallieu (38)	Honfleur (14)	Saint-Just-Saint-Rambert (42)
Challans (85)	La Tour-du-Pin (38)	Saint-Marcellin (38)
Charvieu-Chavagneux (38)	Le Pont-de-Beauvoisin (38)	Sallanches (74)
Chemillé-en-Anjou (49)	Loire-Authion (49)	Sèvremoine (49)
Cholet (49)	Louviers (27)	Thann-Cernay (68)
Cluses (74)	Lunel (34)	Tournon-sur-Rhône (07)
Cognac (16)	Molsheim (67)	Vienne (38)
Concarneau (29)	Montaigu-Vendée (85)	Villefontaine (38)

Villes moyennes embourgeoisées (N=18)

Bailly-Romainvilliers (77)	Fontainebleau (77)	Saint-Amand-les-Eaux (59)
Champagne-sur-Seine (77)	L'Arbresle (69)	Salon-de-Provence (13)
Chantilly (60)	Manosque (04)	Vannes (56)
Cherbourg-en-Cotentin (50)	Niort (79)	Vernon (27)
Compiègne (60)	Rambouillet (78)	Vizille (38)
Épône (78)	Riom (63)	Voirion (38)

Villes moyennes attractives (N=18)

Agde (34)	Fouesnant (29)	Penmarch (29)
Ajaccio (2A)	Fréjus (83)	Royan (17)
Aubenas (07)	Granville (50)	Saint-Cyprien (66)
Bastia (2B)	La Teste-de-Buch-Arcachon (33)	Saint-Laurent-de-la-Salanque (66)
Dinard (35)	Lannion (22)	Saint-Malo (35)
Dives-sur-Mer (14)	Les Sables-d'Olonne (85)	Sète (34)
